



HAL
open science

Opérations “ Serval ” et “ Barkhane ” au Mali. Le traitement médiatique d’une zone en conflit par le journal Le Monde

Eloïse Cimbidhi

► **To cite this version:**

Eloïse Cimbidhi. Opérations “ Serval ” et “ Barkhane ” au Mali. Le traitement médiatique d’une zone en conflit par le journal Le Monde. Sciences de l’information et de la communication. 2023. dumas-04335745

HAL Id: dumas-04335745

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-04335745>

Submitted on 11 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Mémoire de Master 1

Mention : Information et communication

Spécialité : Journalisme

Opérations « Serval » et « Barkhane » au Mali

Le traitement médiatique d'une zone
en conflit par le journal *Le Monde*

Responsable de la mention information et communication
Professeur Pascal Froissart

Tuteur universitaire : Clara Bordier

Nom, prénom : CIMBIDHI Eloïse

Promotion : 2022-2024

Soutenu le : 15/06/2023

Mention du mémoire : Très bien

Remerciements

Je tiens particulièrement à remercier Madame Clara Bordier pour son accompagnement sans faille et sa bienveillance. Ses conseils méthodologiques et ses suggestions bibliographiques m'ont été d'une précieuse aide dans la réalisation de ce mémoire.

Je remercie Monsieur Arnaud Le Gal pour son regard toujours nuancé et pertinent ainsi que l'ensemble du corps enseignant et des intervenants du Celsa sans qui ce travail de recherche n'aurait pas pu voir le jour.

Ce mémoire s'est également enrichi grâce aux échanges passionnants avec Morgane Le Cam, dont l'expérience de correspondante au Mali m'a apporté des précisions et des éclairages inestimables.

Merci à ma famille et à Ulysse, pour leurs précieuses relectures et leur soutien inconditionnel.

Sommaire

Résumé	4
Introduction	6
I. Armées et médias, une relation étroite aux intérêts contraires	11
A. L'évolution des relations entre les médias et les armées	11
1. Les médias au service de la propagande militaire	11
2. La mutation de la communication militaire à l'aune de la démocratisation	11
3. La rationalisation de l'encadrement des journalistes	12
B. Le processus de légitimation d'une intervention militaire	13
1. La légitimation de l'intervention par l'État et l'armée	13
2. La légitimation de l'intervention par les médias	15
C. Le discours antiterroriste comme moyen de légitimer une intervention dans une ancienne colonie	19
1. Le « terrorisme », une terminologie consensuelle, efficace pour désigner l'ennemi	19
2. Les accusations d'interventionnisme dans une ancienne colonie	22
II. Les contraintes du journalisme de guerre dans un conflit asymétrique	24
A. Opération Serval : un contrôle étroit des journalistes par l'armée	24
1. L'obstruction du travail journalistique par l'armée française pour privilégier la communication militaire	24
2. Le journalisme embarqué, un moyen d'accéder au terrain mais sous l'encadrement de l'armée	27
B. La reconfiguration des risques de guerre en conflit asymétrique	32
1. La mort, le premier risque de guerre	32
2. La prise d'otage, une nouvelle « arme-symbole »	33
C. La dégradation de la situation sécuritaire et diplomatique au Mali : des risques accrus pour les journalistes	35
1. Le dilemme des journalistes indépendants face aux dangers grandissants	35
2. Le Mali, de plus en plus fermé aux journalistes	36
III. Les stratégies des journalistes pour contourner les canaux des discours officiels	39
A. Les sources, le moteur du journalisme de guerre	39
1. Le rôle central des sources locales, réticentes à s'exprimer	39
2. Le rôle du fixeur	43
B. Le rôle des enquêtes journalistiques en zone de guerre	45
2. L'étroite collaboration entre journalistes et les acteurs sur le terrain	46
3. Les images amateurs, de plus en plus utilisées dans les enquêtes journalistiques	48
C. Le rôle des experts dans la légitimation de l'intervention française au Mali	49
1. Le recours aux paroles extérieures dans un journal : une légitimation du discours journalistique	49
2. Les experts dans Le Monde : des discours souvent alignés sur ceux du journal	50

Résumé

L'intervention française au Mali a été une nouvelle démonstration des intérêts contradictoires de l'armée et des médias, malgré leur proximité sur les zones de conflit. Si le journal *Le Monde* s'aligne sur les discours politico-militaires lors de l'opération Serval et participe à sa légitimation, il s'en éloigne au moment de l'opération Barkhane, signe de son émancipation des récits officiels. Sur le terrain, l'asymétrie du conflit malien a façonné l'exercice du métier de reporter de guerre. L'obstruction d'informations opérée par les militaires a amené certains journalistes à renoncer à une partie de leur liberté pour être *embedded* au côté de l'armée. Résultat, les sources, émanant principalement de l'armée, sont peu variées et le recoupement d'information manque. En outre, le passage de la figure de journaliste d'acteur neutre à allié des belligérants a augmenté les risques de prises d'otages et d'assassinats. Les journalistes qui refusent la protection de l'*embedding* ont dû faire face à des dangers accrus. La dégradation de la situation sécuritaire et des relations diplomatiques avec le Mali ont fini de compliquer l'exercice du métier de journaliste. Les reporters de guerre sont toutefois parvenus à trouver des voies alternatives pour accéder au terrain, multipliant les sources locales et recoupant les informations. Le journalisme d'investigation participe également à l'émancipation du *Monde* du pouvoir et le place ainsi en contre-pouvoir. Le recours aux interviews et tribunes d'experts est un autre moyen de s'affranchir du discours institutionnel. Leurs paroles sont souvent le reflet de l'opinion de la rédaction du *Monde*, qui s'aligne par moments sur le discours de la France.

Mots-clés : Mali – Journalisme de guerre – Opération extérieure – Opération Serval – Opération Barkhane – Traitement médiatique d'un conflit – Journalisme embarqué



Introduction

Le 8 novembre 2022, le président de la République Emmanuel Macron annonce la fin de l'opération « Barkhane ». L'intervention militaire française au Sahel aura duré près de 10 ans.

Le 11 janvier 2013, le président de la République François Hollande, lance l'opération « Serval » à la demande du président malien, Diacounda Traoré. C'est la plus grosse intervention militaire française à l'étranger depuis la guerre d'Algérie. L'objectif est clair et limité dans le temps : protéger Bamako, la capitale du Mali, d'une offensive djihadiste menée depuis le nord du pays. Le 7 janvier 2013, des pick-up chargés de djihadistes se dirigent vers la ville de Konna, qui sera conquise trois jours plus tard. Les combattants viennent du nord du Mali, où ils se sont déjà emparés du pouvoir à Tombouctou, Gao et Kidal quelques mois plus tôt. Konna est proche de la base militaire de Sévaré, qui protège la ville de Mopti, présentée comme le dernier verrou stratégique avant Bamako, à 700 kilomètres de là. Serval est lancée. L'opération extérieure, abrégée en « opex », déploie jusqu'à 4 500 soldats français en appui des forces armées maliennes et de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (Misma), conduite par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Le récit officiel de la France est simple : si Bamako tombe, d'autres capitales du Sahel pourraient suivre, plongeant toute une région dans l'instabilité¹.

Fin janvier, les militaires français reprennent la ville de Gao, au nord-est du pays. Dans les jours qui suivent, les villes de Tombouctou, à 400 km à l'ouest de Gao, et de Kidal, à 350 km au nord de Gao, sont également libérées. François Hollande est triomphalement accueilli le 2 février 2013 à Tombouctou par des Maliens dont la gratitude² tranche avec le sentiment anti-français³ qui accompagnera la fin de l'opération des années plus tard.

Pour comprendre comment la France en est venue à intervenir dans son ancienne colonie, il faut revenir en 2012. Cette année-là, les indépendantistes touaregs du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) s'emparent du Nord du Mali, bientôt rejoints par des mouvances islamistes : Al Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI), le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et Ansar Eddine. Progressivement, le MNLA est évincé par ses anciens alliés djihadistes. En mars 2012, le président malien Amadou Toumani Touré est destitué à l'issue d'un putsch et remplacé par Dioucounda Traoré.

¹Pérouse de Montelos, Marc-Antoine. *Une guerre perdue, la France au Sahel*. Éditions JC Lattès, 2020.

²Rémy, Jean-Philippe. « Jour de liesse à Tombouctou », *Le Monde*, 4 février 2013.

³Lorgerie, Paul. « Au Mali, le sentiment antifrançais gagne du terrain », *Le Monde*, 10 janvier 2020.

Face aux troubles qui agitent le pays, l'ONU adopte une résolution en décembre. Elle autorise une intervention militaire internationale de soutien au Mali, sous conduite africaine⁴.

Le 1^{er} juillet 2013, les troupes africaines de la Misma passent sous mandat de l'ONU et deviennent la Minusma (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali), qui prend le relais de l'opération. Leur mission est double : maintenir la paix au Mali et permettre la bonne tenue des élections présidentielles. La Minusma est toujours appuyée par les 3 200 militaires français encore présents au Mali. Ils ne seront plus que 1 000 fin 2013. Le 1^{er} août 2014, l'opération Serval est rebaptisée « Barkhane » pour s'étendre aux pays du G5 Sahel : le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Burkina Faso et le Tchad. Jusqu'à 5 100 soldats français seront mobilisés. L'objectif est toujours d'endiguer l'expansion djihadiste et de ramener la sécurité dans le nord du Mali, mais aussi d'accompagner l'armée malienne pour reprendre le contrôle du territoire et assurer la sécurité du pays.

Si les opérations Serval puis Barkhane ont permis d'éliminer plusieurs chefs djihadistes, elles ne sont pas parvenues à empêcher ni la montée des violences entre civils ni la progression islamiste au centre du Mali, au Niger et au Burkina Faso. La réponse militaire de la France dans son ancienne colonie n'a su résoudre les problèmes de fond que constituent l'instabilité politique, l'échec du développement économique et social et les rivalités entre communautés au Mali⁵. En résultat, l'opération Barkhane s'est enlisée au Sahel⁶.

Face à la dégradation des relations diplomatiques entre le Mali et la France, un sentiment antifrançais grandissant et l'arrivée de la société paramilitaire russe Wagner dans le pays, l'opération Barkhane est arrêtée le 8 novembre 2022. La fin de l'intervention française ne signe toutefois pas le départ des militaires français du Sahel. 3 000 soldats restent déployés au Tchad et surtout au Niger, bien qu'ils n'agissent plus officiellement dans le cadre d'une opération extérieure⁷. Au total, près de 2 800 djihadistes ont été tués au Sahel par les troupes françaises depuis 2013. 600 d'entre eux l'ont été dans les premiers mois de l'opération Serval et 2 223 depuis 2014⁸.

⁴Résolution 2085 du Conseil de sécurité des Nations Unies, « Le Conseil de sécurité autorise le déploiement d'une force internationale au Mali », 20 décembre 2012.

⁵Gravellini, Jean-Marc. « Quelles sont les causes des crises multidimensionnelles qui touchent le Mali et le Burkina Faso ? », *Institut de Relations Internationales et Stratégiques*, 2 mars 2023.

⁶Pérouse de Montclos, Marc-Antoine. *Une guerre perdue, la France au Sahel*. Éditions JC Lattès, 2020.

⁷Vincent, Élise. « Fin officielle de l'opération militaire française "Barkhane" au Sahel, après presque dix ans d'existence », *Le Monde*, 9 novembre 2022.

⁸Fouchard, Anthony. « Au Sahel, l'armée française a tué au moins 2 800 présumés djihadistes », *Mediapart*, 16 février 2022.

Le début du conflit s'est caractérisé par un « black-out⁹ » informationnel sur le terrain, ce qui lui a valu d'être qualifié de « guerre sans images ». Soumis à des restrictions strictes imposées par les militaires et maintenus à distance des zones de combats, les reporters de guerre au Mali ont été confrontés à de nombreux défis pour couvrir les événements. Acteurs aux intérêts divergents, journalistes et militaires entretiennent des rapports contradictoires mais étroits en période de conflit¹⁰. Alors que les soldats limitent la diffusion d'informations à des fins de confidentialité et de sécurité des opérations mais aussi pour susciter l'adhésion de l'opinion publique, les journalistes défendent leur devoir d'informer en toute transparence. Si la couverture du conflit est difficile, le début de l'intervention française reste très médiatisé avant de fortement décroître dès 2014. Le nombre d'articles contenant le mot « Mali » publiés par *Le Monde* passe ainsi de 281 en 2012 à 710 en 2013 avant de redescendre à 404 en 2014¹¹. En 2021, seulement 356 articles y seront consacrés avant de croître jusqu'à 447 en 2022, année de l'interruption de l'opération Barkhane. Une fatigue médiatique commune, observée dès lors qu'un conflit s'enlise, comme en Irak, en Afghanistan mais aussi plus récemment en Ukraine¹². En outre, l'intervention militaire fait initialement l'objet d'un fort consensus politique et médiatique, malgré quelques inquiétudes concernant sa légitimité¹³, avant d'être présentée, à la fin de l'opération Barkhane, comme un échec par la presse¹⁴. Ce revirement de position se traduit également dans l'opinion publique. Alors que 73% des Français approuvent l'intervention en 2013, ils ne sont plus que 49% en 2021¹⁵.

Il s'agit ici de réfléchir à la façon dont la presse française, plus précisément le journal *Le Monde*, a couvert l'intervention militaire française au Mali, de l'opération « Serval » à la fin de l'opération « Barkhane », dans un contexte de conflit asymétrique. Comment l'armée française a-t-elle interféré dans la couverture médiatique d'un conflit auquel elle a pris part ? Dans quelle mesure la transformation des conflits modernes a-t-elle modifié l'exercice du

⁹« Mali : comment informer face au “black out” militaire ? », *France Culture*, 19 janvier 2013.

¹⁰Boulanger, Philippe. « Chapitre 8 - Médias et conflits armés », , *Géopolitique des médias. Acteurs, rivalités et conflits*, sous la direction de Boulanger Philippe. Armand Colin, 2014, pp. 225-262.

¹¹Recherche *Europresse*.

¹²Feertchak, Alexie. L'Ukraine face au risque de la fatigue médiatique, *Le Figaro*, 22 juin 2022.

¹³Chapuis, Nicolas. « Hollande et la Mali : quelques voix discordantes à droite et à gauche », *Le Monde*, 14 janvier 2013.

¹⁴Vincent, Élise, « “Barkhane”, défaite d'une utopie politico-militaire », *Le Monde*, 18 février 2022. Barotte, Nicolas. « Après neuf ans au Mali, la France met fin à une mission impossible », *Le Figaro*, 16 août 2022. Barbancey, Pierre. « Mali. Opération Barkhane : les raisons d'un échec », *L'Humanité*, 18 février 2022. Hofnung Thomas, et Larcher, Laurent. « Armée française au Sahel, les raisons d'un échec », *La Croix*, 11 janvier 2023. Alonso, Pierre. « France au Mali: l'échec en trois temps de l'opération Barkhane », *Libération*, 14 février 2022. Bauer, Anna. « Barkhane : tirer les leçons d'un échec », *Les Échos*, 24 février 2022.

¹⁵Barotte, Nicolas. « Opération “Barkhane” : la bataille de l'opinion est lancée », *Le Figaro*, 12 janvier 2021.

journalisme de guerre ? De quelle liberté d'action disposent les journalistes pour analyser et interpréter le conflit malien ? Dans quelle mesure le traitement médiatique de l'intervention française au Mali a-t-il évolué au fur et à mesure que les troupes se sont enlisées ?

Ce travail de recherche se base sur les hypothèses suivantes : les institutions politico-militaires exercent un contrôle certain sur la production journalistique, déployant une communication de guerre soignée et limitant fortement l'accès aux zones de combat aux journalistes. Si les journalistes restent dépendants des sources officielles et de l'armée et s'alignent parfois sur leurs discours, ce contrôle reste imparfait, les reporters parvenant à contourner les canaux officiels grâce à des reportages et des enquêtes qui donnent la parole à des sources variées. La dégradation des relations diplomatiques entre la France et le Mali, qui a entravé la couverture médiatique du conflit, a poussé les journalistes à réinventer leurs pratiques. Enfin, l'enlèvement de l'intervention française a conduit à un désintérêt médiatique croissant, signe que la présence d'intérêts français au Mali n'est pas un facteur suffisant à la médiatisation d'un conflit.

L'idée de ce mémoire a émergé à la fin de l'opération Barkhane, en novembre 2022. La fin de la présence militaire française au Mali, annoncée le 17 février 2022, puis l'officialisation de l'arrêt de l'opération Barkhane, le 8 novembre de la même année, n'ont eu qu'un retentissement modéré, laissant très vite place aux préoccupations de la France à ce moment-là, la guerre en Ukraine et la crise de l'énergie concomitante. Alors que la guerre en Ukraine faisait l'objet d'une couverture médiatique intense, la guerre au Mali, elle, a vu l'intérêt médiatique qui lui était porté décroître. Il est alors apparu intéressant de se demander comment le traitement du conflit au Mali a évolué et pourquoi. Si l'opération Barkhane s'est étendue à cinq pays du Sahel dès 2014, ce travail de recherche se concentre essentiellement sur le Mali, par souci de cohérence avec l'opération Serval et de concision. Pour ce faire, le corpus s'est formé autour de 89 articles du journal *Le Monde*. Titre de référence, le quotidien national accorde une place importante à l'actualité internationale et notamment à l'Afrique à travers son édition *Le Monde Afrique*. Ce corpus couvre toute la période de l'opération Serval et la fin de l'opération Barkhane, à partir de 2021 afin d'observer et d'analyser l'évolution du traitement médiatique de l'intervention française au Mali par le journal. D'autres médias seront sollicités dans cette étude, afin d'offrir une vision globale du conflit malien.

La première partie s'intéressera à la relation étroite mais aux intérêts contraires de l'armée et des médias. Nous étudierons notamment l'évolution de leurs rapports et les processus de légitimation déployés lors du conflit. Les contraintes du journalisme de guerre dans un conflit asymétrique seront étudiées dans une deuxième partie. Nous verrons comment les pratiques journalistiques se sont renouvelées face aux mutations des guerres modernes. Enfin, nous aborderons les stratégies des reporters sur le terrain pour contourner les canaux des discours officiels et s'émanciper du pouvoir.

I. Armées et médias, une relation étroite aux intérêts contraires

A. L'évolution des relations entre les médias et les armées

1. Les médias au service de la propagande militaire

Les dynamiques observées entre l'armée française et les journalistes lors de l'opex au Mali s'inscrivent dans une histoire plus longue. La presse a longtemps été la cheville ouvrière de la communication de l'armée en période de guerre. Fortement contrôlés et censurés par l'État, les médias étaient un relais de propagande, permettant d'assurer le succès des opérations et de gagner l'assentiment des civils¹⁶. Concernant la propagande, l'historien Philip Taylor la définit comme « l'ensemble des processus mis en oeuvre par un gouvernement dans le but de persuader une audience de la validité d'une action¹⁷ ». Les deux guerres mondiales sont des cas d'école du rôle actif des médias dans la diffusion de la propagande d'État¹⁸. Dans *The Censored War: American Visual Experience During World War Two* (1993), George Roeder Jr montre comment « les censeurs militaires ont utilisé les images de guerre pour contrôler les perceptions de l'opinion publique sur la guerre¹⁹ ». Si son ouvrage se concentre sur l'influence des médias américains sur la perception de la Seconde Guerre mondiale, la France n'a pas été épargnée par ces méthodes²⁰.

¹⁶Lippman, Walter. *Public Opinion*, The Free Press, 1922.

¹⁷Siegel, Pascale. *La Communication des armées*, Centre d'études en sciences sociales de la Défense, 1998.

¹⁸Lippman, Walter. *Public Opinion*, The Free Press, 1922. Winkler, Allan M.. *Politics of Propaganda: The Office of War Information*, Yale University Press, 1942-1945. Roeder Jr, George. *The Censored War: American Visual Experience During World War Two*, Yale University Press, 1993.

¹⁹Siegel, Pascale. *La Communication des armées*, Centre d'études en sciences sociales de la Défense, 1998.

²⁰Eck, Hélène (dir). *La guerre des ondes : Histoire des radios de langue française pendant la Deuxième Guerre mondiale*, Armand Collin, 1985.

2. La mutation de la communication militaire à l'aune de la démocratisation

Dans nos sociétés démocratiques, la censure radicale des médias est devenue inacceptable et plus dommageable politiquement que bénéfique militairement²¹. La communication militaire s'est adaptée à cette mutation, opérant une rationalisation généralisée. Ce processus a donné naissance à des cellules stratégiques de communication militaire, encore à l'œuvre au moment de Serval et Barkhane. Ainsi, si la presse n'est plus strictement censurée, elle reste en partie contrôlée par les armées. Plusieurs conflits armés récents font état de l'encadrement des journalistes par les militaires. La guerre du Vietnam (1965-1973), qui a constitué une rupture dans la conception des guerres modernes²², a donné lieu à un contrôle croissant de l'information par l'armée américaine. Le président Nixon s'est fortement appuyé sur les grandes chaînes télévisées qui ont donné une image favorable des opérations militaires américaines, « tant en raison de motivations patriotiques que de la stratégie dite de retardement de l'information menée par le gouvernement²³ ». Toutefois, la violente offensive du Têt (1968), marquera un tournant dans l'opinion publique qui commencera alors à s'opposer à cette guerre.

3. La rationalisation de l'encadrement des journalistes

Prenant acte de l'influence des images sur l'opinion publique, l'armée américaine en fera un enjeu primordial lors de ses futures guerres. La guerre du Golfe (1990-1991) constitue à cet égard un tournant dans la communication militaire. L'encadrement des journalistes se rationalise et le système des *pools*, créé lors de l'opération à Grenade en 1983, est adopté. Le dispositif est décrit par Arnaud Mercier dans son article « Quelle place pour les médias en temps de guerre ? » :

« Ce système rassemblait des journalistes en groupes restreints et les faisait bénéficier ponctuellement d'un accès au front, avec pour mission de transmettre les informations recueillies à leurs confrères restés à l'arrière. Sous prétexte d'assurer la sécurité des journalistes et de ne pas gêner les opérations en cours, le but implicite était de limiter au maximum l'accès au front des journalistes. Le résultat fut une guerre dématérialisée et désincarnée, où les principales images étaient celles de l'armée américaine, filmées avec ces

²¹Mercier, Arnaud. « Guerres et médias : permanences et mutations », *Raisons politiques*, vol. no 13, no. 1, 2004, pp. 97-109.

²²Id.

²³Boulanger, Philippe. *Planète médias : géopolitique des réseaux et de l'influence*, Armand Colin, 2021.

caméras automatiques embarquées sous les cockpits qui présentaient l'impact au sol des missiles tirés depuis les avions²⁴. »

Si la première guerre du Golfe constitue une rupture dans le traitement médiatique d'un conflit, c'est aussi en raison de l'apparition de la communication en direct permise par les réseaux satellites et les téléphones avec valises satellites. La télévision s'emparant de cette technologie, on assiste à une diffusion de l'information quasi-continue. Dans *War Game : L'information et la guerre*, le sociologue Dominique Wolton explique comment les médias ont servi la propagande militaire en délaissant le recoupement de l'information et l'analyse au profit du spectacle du direct²⁵.

Lors de la guerre d'Irak (2003), le dispositif de *pools* est repensé pour permettre aux journalistes d'être continuellement embarqués avec les militaires, et non plus ponctuellement comme c'était le cas pendant la guerre du Golfe : c'est la naissance du journalisme *embedded* (embarqué ou intégré). Cette décision ne repose pas sur le principe démocratique de la liberté d'informer mais s'incorpore davantage dans une stratégie de communication militaire. Ainsi, face à la présence de médias arabes qui échappent au contrôle occidental, les États-Unis souhaitent contrer leurs récits en embarquant les journalistes occidentaux. Encadrés, les journalistes accrédités doivent respecter une charte contraignante. Ils sont notamment interdits de fournir toute indication sur la localisation des troupes. Embarqués au côté de l'armée et soumis à la loi du direct, « des journalistes se sont vu systématiquement donner l'antenne alors qu'ils n'avaient rien à dire, sinon des rumeurs²⁶ », explique Arnaud Mercier. Il ajoute qu'« en permettant de diffuser en direct, sans aucun recul, des images de combat, l'armée satisfaisait le désir d'action et de spectaculaire des télévisions tout en évitant la dimension critique, le recul analytique, au moins pour les journalistes sur place, pris dans le feu de l'action²⁷ ».

Depuis, les journalistes de guerre sont régulièrement encadrés par l'armée. En s'intégrant dans le jeu médiatique, les institutions militaires occidentales donnent l'impression de permettre une information libre et indépendante et contrent les accusations de censure en protégeant les troupes et les journalistes. La même logique s'est appliquée lors de l'opération Serval. Surnommé la « guerre sans images », le conflit malien a vu les journalistes être écartés

²⁴Mercier, Arnaud. « Quelle place pour les médias en temps de guerre ? », *Revue Internationale de la Croix-Rouge*, vol. 87, no. 860, 2005, pp. 649-659.

²⁵Wolton, Dominique. *War Game : L'information et la guerre*, Flammarion, 1991.

²⁶Mercier, Arnaud. « Guerres et médias : permanences et mutations », *Raisons politiques*, vol. no 13, no. 1, 2004, pp. 97-109.

²⁷Id.

des zones de combat avant d'être embarqués aux côtés des soldats. Si les reporters ont nécessairement subi les contraintes liées à l'encadrement militaire, on ne peut toutefois pas parler de propagande, mais plutôt d'information contrainte, comme nous le verrons plus tard.

B. Le processus de légitimation d'une intervention militaire

1. La légitimation de l'intervention par l'État et l'armée

Comme dans d'autres conflits contemporains, la maîtrise de l'information a été un enjeu primordial pendant le conflit malien. Les technologies évoluant, la diffusion de l'information connaît également des mutations. Dans les années 1990 déjà, les réseaux satellites et l'apparition subséquente du direct avaient transformé et accéléré la diffusion des informations sur les conflits. Depuis, les quotidiens nationaux ont également entamé leur transition numérique. *Le Monde* crée ainsi son site Internet en 1995 avant d'opérer une accélération de sa stratégie numérique en 2010. Mais il faut attendre 2017 pour que le nombre d'abonnés numériques dépasse celui des abonnés papier. Cette transformation s'opère notamment à cause des difficultés économiques auxquelles est confronté le secteur médiatique²⁸. Désormais, le public peut être informé en temps réel de tout ce qu'il se passe dans le monde, y compris des conflits armés.

Face à l'instantanéité croissante de l'information, l'exécutif et l'armée doivent s'adapter. Si les médias répondent à leur devoir d'information en contexte de guerre, ces institutions ont un autre objectif : gagner l'opinion publique. D'après la spécialiste en communication stratégique Pascale Combelles Siegel, « l'armée ne peut poursuivre ses activités et ses programmes que si elle dispose du soutien d'une majorité (ou une pluralité) de l'électorat²⁹ ». Elle ajoute que l'armée poursuit un second objectif, d'ordre démocratique : « fournir au peuple l'information dont il a besoin pour se faire une opinion éclairée sur l'armée³⁰ ». Nous verrons par la suite que cet objectif passe souvent au second plan pour laisser place à la mise en œuvre du premier.

Pour gagner l'assentiment des citoyens, l'institution militaire doit donc prouver la légitimité de ses interventions. Au début des années 2000, afin de légitimer son action,

²⁸Ouakrat, Alan, Lorreine Petters, et Jérôme Pacouret. « Médias, innovez ! Construction et appropriations différenciées de l'injonction à l'innovation médiatique », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, vol. 23/1, no. 1, 2022, pp. 27-40.

²⁹Siegel, Pascale. *La Communication des armées*, Centre d'études en sciences sociales de la Défense, 1998.

³⁰Id.

l'armée française publie un « schéma directeur pluriannuel de la communication de la Défense pour la période 2000-2002 » qui propose « d'améliorer le “style” de la communication, et d'en garantir la “cohérence” et la “clarté” ». Dans son travail de recherche, Maylis Petit de Bantel explique l'enjeu de cette nouvelle stratégie de communication, qui tourne la page de la « Grande Muette » :

« Les acteurs impliqués, tout en respectant leur éternel devoir de réserve, doivent apprendre à parler publiquement de leurs opérations, devant un auditoire qui n'est pas toujours connaisseur, ni des questions de sécurité et de défense en général, ni des situations géopolitiques et des tensions internes qui agitent les pays dans lesquels leur Armée décide d'intervenir, en particulier. En outre, au-delà de l'amateurisme de leur auditoire, les interlocuteurs des différentes institutions de Défense peuvent être amenés à s'adresser à un public peu solidaire, voire hostile, à l'environnement militaire. L'enjeu du discours ne sera alors jamais simplement narratif et didactique, mais également persuasif³¹. »

Le ministère de la Défense français compte sur plusieurs organismes pour mener à bien sa mission de communication. On peut notamment citer le conseiller de communication du ministère, les Sirpa (les Services d'information et de relations publiques des Armées), la DICO (la Délégation de l'information et de la communication de la Défense) ou encore l'ECPAD (Établissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense). Globalement, leur mission consiste à démontrer le bien-fondé des opérations militaires menées par la France. L'institution militaire met ainsi en scène ses soldats mais aussi ses équipements militaires. Ce processus sera observé pendant les opérations Serval et Barkhane, l'armée diffusant principalement des images de convois, de missions de reconnaissance ou de frappes aériennes lors du premier mois et demi de l'opex, avant que les journalistes ne soient autorisés à rejoindre les zones de combat, au Nord du Mali³².

2. La légitimation de l'intervention par les médias

Les médias interviennent également dans le processus de légitimation d'une intervention militaire, dans la mesure où ils exercent une influence sur les opinions des

³¹Petit de Bantel, Maylis. « Le récit médiatique de la guerre : l'influence de la communication militaire sur la perception des opérations extérieures », *Sciences de l'information et de la communication*, 2017.

³²Fleurot, Grégoire. « La Guerre au Mali a désormais des images », *Slate*, 17 mars 2013.

citoyens à l'égard des interventions militaires³³. C'est ce qu'explique la chercheuse Céline Belot :

« Les médias jouent d'abord un rôle de mise sur agenda. En choisissant d'exposer certains enjeux plutôt que d'autres, ils légitiment l'intérêt des citoyens pour ces enjeux et désignent en creux les enjeux qui ne méritent pas un tel intérêt. Ils produisent ensuite des effets via un processus d'amorçage, en désignant parmi ces enjeux ceux qui nécessitent le plus d'attention, les plus centraux, ceux au travers desquels les individus sont prioritairement invités à évaluer le monde qui les entoure. Ils jouent enfin un rôle de cadrage des enjeux, en indiquant à l'individu dans quel cadre il doit penser tel ou tel enjeu³⁴. »

Selon l'historien François Robinet, « la présence ou non d'enjeux français – présence de militaires français ou de ressortissants français sur le terrain³⁵ » est l'un des facteurs principaux qui expliquent la mise à l'agenda médiatique des conflits en Afrique. Mais d'autres facteurs favorisent une médiatisation plus forte d'un événement, comme les catastrophes humanitaires ou la présence de correspondants sur le terrain. Toutefois, avant le lancement de l'édition *Le Monde Afrique* en janvier 2015, seuls quatre journalistes et reporters et trois correspondants couvraient l'ensemble de l'Afrique³⁶. Dans ce contexte, c'est plutôt la participation de la France au conflit qui a mené à une forte médiatisation de l'opération Serval par *Le Monde*. Alors qu'en 2012, 281 articles sont publiés par le journal contenant le mot « Mali », 710 le sont en 2013, année du lancement de l'intervention française. L'opération Barkhane suscite, elle, moins d'intérêt chez la rédaction nationale. 404 articles sont publiés en 2014 et 447 en 2022, année de l'interruption de l'opération Barkhane. Ce phénomène se produit alors même que *Le Monde Afrique* dispose à partir de 2015 de huit journalistes et de trente correspondants en Afrique. Pour la sociologue des médias Isabelle Veyrat-Masson, « un événement qui se déroule loin, sans forces françaises impliquées, reste rarement longtemps au premier plan de la scène médiatique³⁷ ». Ainsi, si la présence de forces françaises a été le levier de médiatisation principale au début de l'opex, la « loi du mort kilométrique », selon laquelle « plus le drame est lointain, moins il suscite d'intérêt³⁸ »,

³³Belot, Céline. « XII. Quel rôle jouent les médias dans la justification des interventions armées ? Effets de cadrage sur les court et long termes », Jean Baechler éd., *L'Arrière*. Hermann, 2017, pp. 163-179.

³⁴Id.

³⁵Quinton, François. « La “loi du nombre de morts-kilomètre” n'est pas automatique », *INA, La Revue des Médias*, 6 avril 2017.

³⁶Michel, Serge. « “Le Monde” lance Le Monde Afrique », *Le Monde*, 20 janvier 2015.

³⁷Id.

³⁸Mary, Clémence. « Isabelle Veyrat-Masson: “Les médias ont développé un récit à suspense de la guerre en Ukraine” », *Libération*, 2 août 2022.

semble prendre le dessus à partir de 2014. En outre, selon la chercheuse, « il y a une prime à l'actualité, un événement chasse l'autre³⁹ ». De cette façon, l'enlisement du conflit sahélien a été à l'origine d'une lassitude médiatique. Un désintérêt des journalistes qui s'explique également par la difficulté « à rendre intelligibles [des guerres] en raison de la diversité des acteurs ou de la complexité des facteurs de conflictualité⁴⁰ », d'après François Robinet.

Outre la mise à l'agenda médiatique de certains conflits, de nombreux travaux mettent en avant le cadrage favorable aux interventions militaires nationales des médias dominants, notamment lors des guerres du Vietnam, du Golfe et de l'Irak. La chercheuse au CNRS Céline Belot avance que :

« Les médias américains proposaient un cadrage quasi-uniquement centrée autour des paroles gouvernementales et présidentielles et où la parole de ceux opposés à cette intervention était systématiquement disqualifiée. Ce soutien inconditionnel des médias dominants aux décisions des gouvernants nationaux peut découler de plusieurs facteurs, parmi lesquels la dépendance des médias aux sources officielles, la volonté d'avoir accès aux terrains d'intervention mais aussi le patriotisme, le “*rally round the flag effect*” une fois l'intervention déclenchée⁴¹. »

Dans le cas du traitement médiatique de l'opex au Mali par *Le Monde*, le recours à des sources officielles françaises et maliennes, aussi bien gouvernementales que militaires est conséquent. Il s'explique en partie par la nature asymétrique du conflit qui rend presque impossible l'accès au camp adverse. Malgré tout, le journal a montré un soutien certain à l'opération, participant à la légitimation de l'intervention française au Mali. La journaliste du *Monde* Natalie Nougayrède estime par exemple que « le défi posé à la sécurité du Vieux Continent par les réseaux djihadistes proliférant en Afrique apparaît bien plus direct, proche et inquiétant [en comparaison à l'Afghanistan]⁴² ». Le journaliste Rémy Ourdan estime quant à lui qu'« il était légitime d'empêcher Al-Qaida au Maghreb islamique de conquérir le Mali⁴³ ». Ce récit, identique à celui des responsables politico-militaires, a toutefois été remis en cause par un certain nombre d'acteurs qui nuancent l'imminence du danger djihadiste dans le Sud

³⁹Id.

⁴⁰Quinton, François. « La “loi du nombre de morts-kilomètre” n'est pas automatique », *INA, La Revue des Médias*, 6 avril 2017.

⁴¹Belot, Céline. « XII. Quel rôle jouent les médias dans la justification des interventions armées ? Effets de cadrage sur les court et long termes », Jean Baechler éd., *L'Arrière*. Hermann, 2017, pp. 163-179.

⁴²Nougayrède, Natalie. « L'ombre de l'Afghanistan sur le Mali », *Le Monde*, 25 janvier 2013.

⁴³Ourdan, Rémy. « Mali : du risque des interventions », *Le Monde*, 22 avril 2013.

du Mali⁴⁴. Et ce ne sont pas seulement les causes de l'intervention qui sont légitimées, c'est l'opération Serval tout entière, présentée comme un véritable succès militaire. Jean-Philippe Rémy, correspondant en Afrique, constate ainsi « que la première phase de la guerre est un succès », et décrit François Hollande comme « le vainqueur du jour⁴⁵ » lorsqu'il est accueilli à Tombouctou le 2 février 2013. Dans les colonnes du journal, on parle également de « succès militaire français⁴⁶ », d'« opération politique et militaire réussie⁴⁷ » et de « première victoire militaire⁴⁸ » au moment de l'opération Serval. Si le discours du *Monde* s'aligne ici sur celui des institutions politico-militaires, il est nécessaire de rappeler que l'opex a bel et bien rempli ses objectifs : « aider les forces armées maliennes (FAMA) à arrêter la progression de groupes terroristes⁴⁹ », « aider le Mali à recouvrer son intégrité territoriale et sa souveraineté⁵⁰ » et « faciliter la mise en œuvre des décisions internationales en permettant le déploiement rapide de la Mission internationale de soutien au Mali (MISMA) et la mission de formation de l'armée malienne par l'Union européenne (EUTM)⁵¹ ». Ainsi, si les journalistes soulignent également les échecs de l'armée française – « les lacunes militaires françaises bien connues [...] mais aussi la difficulté à mobiliser les Européens sur des opérations de guerre⁵² », l'atteinte des objectifs prime dans la qualification de « succès » de l'opex.

Bien que les journalistes du *Monde* valorisent globalement l'opération, ils parviennent tout de même à faire preuve de recul, aussi bien sur la communication officielle que sur la stratégie militaire française. Natalie Nougayrède constate ainsi que Paris et Londres prennent « des accents “bushiens”⁵³ », en référence à la rhétorique antiterroriste du président américain lors de la guerre d'Irak. Rémy Ourdan, qui trouve légitime l'opération, ponctue son article d'une quinzaine de questions qui interrogent notamment « l'intérêt d'une présence militaire étrangère à long terme⁵⁴ », soulignant les risques qui accompagnent une telle décision. Si les

⁴⁴Pérouse de Montclos, Marc-Antoine. *Une guerre perdue, la France au Sahel*. Éditions JC Lattès, 2020. Merchet, Dominique. « Mali: les “colonnes jihadistes fonçant sur Bamako” en 2013, une légende! », *L'Opinion*, 12 février 2021.

⁴⁵Rémy, Jean-Philippe. « Jour de liesse à Tombouctou », *Le Monde*, 4 février 2013.

⁴⁶Guibert, Nathalie. « Transformer le succès militaire français en victoire politique à Bamako », *Le Monde*, 22 avril 2013.

⁴⁷Revault d'Allones, David. « Au Mali, François Hollande tire les leçons de l'intervention militaire française », *Le Monde*, 20 septembre 2013.

⁴⁸Guibert, Nathalie. « Tuer l'hydre djihadiste au Mali », *Le Monde*, 4 novembre 2013.

⁴⁹Sijelmassi, Salim. « Fin de Barkhane au Mali : du début de l'intervention militaire au départ des derniers soldats français », *TV5Monde avec l'AFP*, 23 août 2022.

⁵⁰Id.

⁵¹Id.

⁵²Guibert, Nathalie. « Transformer le succès militaire français en victoire politique à Bamako », *Le Monde*, 22 avril 2013.

⁵³Nougayrède, Natalie. « La crise au Sahel marque le retour de la rhétorique antiterroriste », *Le Monde*, 22 janvier 2013.

⁵⁴Ourdan, Rémy. « Mali : du risque des interventions », *Le Monde*, 22 avril 2013.

journalistes du *Monde* émettent quelques doutes et réserves, leurs discours ne remettent néanmoins pas en cause les motivations de l'opération Serval. Le ton du journal commence cependant à changer au lancement de l'opération Barkhane. On estime désormais que « résoudre les racines du problème semble hors de portée⁵⁵ ». Le retrait des troupes françaises du Mali puis la fin de l'opération Barkhane finissent de marquer l'installation d'un récit médiatique plus critique. On peut alors lire dans le journal que « l'impuissance [de l'exécutif est] de plus en plus visible sur le terrain de sa lutte contre le terrorisme⁵⁶ » et que « c'est une fin sans gloire pour une intervention armée entamée de manière euphorique⁵⁷ ». Le virage critique opéré dans le traitement médiatique de l'opex se retranscrit dans les sondages d'opinion publique. Alors que 73% des Français approuvent l'intervention en 2013, ils ne sont plus que 49% en 2021⁵⁸.

C. Le discours antiterroriste comme moyen de légitimer une intervention dans une ancienne colonie

1. Le « terrorisme », une terminologie consensuelle, efficace pour désigner l'ennemi

La légitimation de l'opération Serval passe également par l'utilisation d'un champ lexical précis. Lors d'une allocution télévisée, le 11 janvier 2013, le président de la République François Hollande annonce que les forces armées françaises seront déployées pour apporter « leur soutien aux unités maliennes pour lutter contre ces éléments terroristes », c'est-à-dire les djihadistes qui se dirigent vers Bamako. Le lendemain, il réitère son propos en insistant sur le fait que la France « n'a d'autre but que la lutte contre le terrorisme » au Mali. Le 13 janvier, le ministre de la Défense, Jean-Yves le Drian, affirme sur *Europe 1* qu'« il faut éradiquer le terrorisme où qu'il se trouve » et que « c'est contre le terrorisme que la France est en guerre ». Les choix sémantiques relèvent d'une stratégie de communication réfléchie destinée à mobiliser l'opinion publique. L'emploi du mot « guerre » participe à la légitimité d'une intervention armée, violente par nature. C'est ainsi qu'on retrouve un champ lexical

⁵⁵Guibert, Nathalie. « Barkhane : “le plus grand théâtre français depuis la seconde guerre mondiale” », *Le Monde*, 22 octobre 2014.

⁵⁶Vincent, Élise. « Fin officielle de l'opération militaire française “Barkhane” au Sahel, après presque dix ans d'existence », *Le Monde*, 9 novembre 2022.

⁵⁷Bensimon, Cyril. « « Barkhane » : entre la France et le Mali, histoire d'une rupture », *Le Monde*, 17 février 2022.

⁵⁸Barotte, Nicolas. « Opération “Barkhane” : la bataille de l'opinion est lancée », *Le Figaro*, 12 janvier 2021.

martial développé chez l'exécutif. Et pour que la guerre soit considérée comme juste, l'ennemi à abattre doit faire l'objet d'un consensus. Cet ennemi sera le « terroriste ». L'Élysée considère ce terme plus neutre et consensuel que celui d'« islamiste », qui pourrait déplaire aux Français musulmans, ou d'« insurgé », qui pourrait légitimer le statut de combattant des djihadistes⁵⁹.

Toutefois, la définition même du terrorisme reste extrêmement floue. L'Union européenne le définit comme des actes commis dans l'un des buts suivants : « gravement intimider une population », « contraindre indûment des pouvoirs publics ou une organisation internationales à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte quelconque », « gravement déstabiliser ou détruire les structures politiques, constitutionnelles, économiques ou sociales fondamentales d'un pays ou d'une organisation internationale ». Cette imprécision en fait une notion très malléable qui permet aux États « de justifier des régimes juridiques dérogatoires et exceptionnels, ou de stigmatiser un ennemi, dans une perspective politique⁶⁰ », selon François Dubuisson, chercheur en droit international.

Ainsi, le terme « terroriste » sert d'abord « à diaboliser et à nier le caractère politico-militaire d'un ennemi⁶¹ », d'après le politiste Marc-Antoine Pérouse de Montclos. Son emploi masque les différences de nature et d'objectifs des acteurs en place. Au début de l'opération Serval, les organisations armées agissant dans le pays sont au nombre de quatre : AQMI, le MUJAO, Ansar Eddine et le MNLA. Les deux derniers groupes sont issus du mouvement touareg. S'ils partagent des velléités indépendantistes et nationalistes, Ansar Eddine présente une composante islamiste, absente du programme du MNLA. Bien que le groupe islamiste se prévale du djihad, il n'a jamais commis de prise d'otage ou d'attentats contre des civils, contrairement au MUJAO et à AQMI⁶². Ces derniers se revendiquent également du djihad mais présentent leurs propres spécificités. Contrairement à AQMI, le MUJAO est principalement composé de Maliens et dispose d'un fort ancrage local. En 2017, quatre groupes djihadistes sahéliens, dont AQMI et Ansar Eddine, fusionnent et donnent naissance au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM). Celui-ci souhaite l'instauration d'un État islamique au Sahel. Toutefois, s'« il y a bien sûr une dimension idéologique très forte, [il y a] aussi un aspect politique prépondérant⁶³ », selon la sociologue

⁵⁹Pérouse de Montclos, Marc-Antoine. *Une guerre perdue, la France au Sahel*. Éditions JC Lattès, 2020.

⁶⁰Dubuisson, François. « La définition du « terrorisme » : débats, enjeux et fonctions dans le discours juridique », *Confluences Méditerranée*, vol. 102, no. 3, 2017, pp. 29-45.

⁶¹Pérouse de Montclos, Marc-Antoine. *Une guerre perdue, la France au Sahel*. Éditions JC Lattès, 2020.

⁶²Macé, Célian. « Parler avec les jihadistes ? Le dilemme qui agite le Mali », *Libération*, 14 avril 2017.

⁶³Gazeau, William. « Qu'est-ce que le GSIM, le groupe djihadiste responsable de l'enlèvement d'Olivier Dubois ? », *La Croix*, 7 mai 2021.

Amélie Chelly. Le politiste Djallil Lounnas explique que « le GSIM est devenu un acteur politique, économique et social⁶⁴ ». La complexité et les nuances qui distinguent ces mouvements, aux origines ethniques et tribales différentes, se trouvent camouflées par l'emploi indiscriminé du terme « terroriste » qui brouille l'analyse des acteurs en place, mus par différents objectifs. Les raisons sous-jacentes de l'instabilité et de la violence au Mali sont plus complexes et ne peuvent être attribuées uniquement au terrorisme. Cette grille de lecture est « pratique car elle permet d'éviter un questionnement plus fondamental sur les mécanismes sociaux, économiques et idéologiques à l'œuvre dans les régions concernées⁶⁵ ». En effet, des études montrent que les actes terroristes ont principalement lieu dans des zones de forte instabilité politique intérieure⁶⁶ et que la religion n'est pas systématiquement la cause du passage à l'acte des groupes se réclamant d'une idéologie politico-religieuse⁶⁷.

En outre, le « terrorisme » ne constitue pas la seule menace qui pèse sur la population malienne. Une étude menée en 2017 dans le centre du Mali, montre que les habitants étaient davantage préoccupés par le chômage et la corruption que par l'extrémisme religieux⁶⁸. Le danger « terroriste » a également été présenté comme « une menace globale⁶⁹ » pouvant directement mettre en péril l'Occident. Dans les faits, aucun des groupes djihadistes de l'Afrique subsaharienne n'a jamais commis d'attentats en Europe ou en Amérique.

Les médias ont également participé à construire un discours indistinct sur les acteurs prenant part au conflit malien, en se différenciant toutefois des récits officiels. Au lendemain du lancement de l'opération Serval, *Le Monde* publie l'article « Mali, l'inexorable décomposition d'une vitrine de la démocratie africaine ». Le Mali y est dépeint comme un pays « rongé par la corruption et l'islamisme⁷⁰ » qui « est devenu une menace pour les pays occidentaux⁷¹ ». Les termes « islamiste(s) », « islamisme » et « islamisation » apparaissent à sept reprises dans le texte et celui de « terrorisme » une fois. Revenir sur les distinctions entre

⁶⁴Id.

⁶⁵Antil, Alain. « L'Afrique et la "guerre contre la terreur" », *Politique étrangère*, vol. , no. 3, 2006, pp. 583-591.

⁶⁶Seniguer, Haouès. « "Terrorisme(s)", islamisme(s) et violences politiques dans le monde musulman contemporain », *Confluences Méditerranée*, vol. 85, no. 2, 2013, pp. 177-189.

⁶⁷Global Terrorism Index. *Capturing the Impact of Terrorism for the Last Decade*, Institute for Economics and Peace, p. 12.

⁶⁸Geel, Florent, Rabecq, Antonin, Traoré, Drissa et Carayoln, Rémy. *Dans le centre du Mali, les populations prises au piège du terrorisme et du contreterrorisme : Rapport d'enquête*, Paris, FIDH, p.78.

⁶⁹Déclaration au conseil de sécurité de l'ONU à New York le 30 octobre 2017, citée par Châtaignier, Jean-Marc, mars 2019, « Sahel et France, enjeux d'une relation particulière », *Hérodote*, n°172, p.133.

⁷⁰Bernard, Philippe. « Mali, l'inexorable décomposition d'une vitrine de la démocratie africaine », *Le Monde*, 12 janvier 2013.

⁷¹Id.

« islamisme » et « djihadisme » est ici nécessaire. Si l'« islamisme » n'offre pas de définition consensuelle⁷², on peut le définir comme « les doctrines et mouvements qui prônent l'islam comme une idéologie de combat pour mobiliser les musulmans autour d'un projet social et politique fondé sur les normes et les lois religieuses⁷³ ». En ce sens, le MUJAO, AQMI, Ansar Eddine et plus tard le GSIM peuvent être considérés comme des mouvements islamistes. Le « djihadisme » fait l'objet de la même controverse de définition sur le plan académique⁷⁴. Nous le définissons comme « une idéologie politique et religieuse islamiste qui prône l'utilisation de la violence afin d'instaurer un État islamique ou de rétablir un califat⁷⁵ ». Là aussi, le MUJAO, AQMI, Ansar Eddine et le GSIM entrent dans cette définition. À noter qu'Ansar Eddine n'a pas d'ambition internationale et se concentre uniquement sur le territoire malien⁷⁶.

Dans le corpus composé de médias français étudié par Aude Borel⁷⁷, « le champ lexical le plus prégnant [...] correspond à la sous-catégorie en rapport avec l'islamisme ». Ainsi, si les choix sémantiques officiels se sont portés sur le « terrorisme », les médias nationaux ont privilégié l'emploi du terme « islamisme ». Dans le corpus ici étudié, c'est le terme « djihadiste » qui revient le plus souvent. Intégrant la notion d'islamisme, le « djihadisme » apparaît comme la qualification la plus adéquate. Dans les colonnes du *Monde*, le journaliste Gilles Paris⁷⁸, constate lui-même que le terme « terroristes » « a été martelé vendredi [11 janvier 2013] par François Hollande comme Laurent Fabius ». La journaliste Natalie Nougayrède analyse quant à elle que « la crise au Sahel marque le retour de la rhétorique antiterroriste ». Toutefois, les termes « terroriste » et « terrorisme » sont ceux qui apparaissent le plus après celui de « djihadiste ». Mais lorsque le journal emploie cette sémantique, c'est généralement pour citer les mots d'une source officielle française.

Ainsi, si les responsables politico-militaires ont privilégié l'utilisation d'une sémantique consensuelle, construite autour du « terrorisme », les journalistes du *Monde* ont adopté leur propre terminologie, participant à leur émancipation des discours officiels.

⁷²Burgat, François. « L'islam des uns et l'islamisme des autres », 2007.

⁷³Chafiq, Chahla. « Qu'est-ce que l'islamisme ? Controverses et enjeux », *Islam politique, sexe et genre*. sous la direction de Chafiq Chahla. Presses Universitaires de France, 2011, pp. 5-32.

⁷⁴Makram, Abbès. « Pour un djihad contre le djihadisme », *Revue Esprit*, vol. 12, no. 430, 2016, pp.64-75.

⁷⁵« Djihadisme », *Wikipedia*, Wikimedia Foundation, consulté le 18 mai 2022. <https://fr.wikipedia.org/wiki/Djihadisme>

⁷⁶Dufour, Julia. « Groupes armés au nord-Mali : état des lieux », Note d'Analyse du GRIP, 6 juillet 2012, Bruxelles.

⁷⁷Borel, Aude. *L'intervention Serval au Mali : traitement médiatique et modalités de couverture d'une zone de conflit*. Mémoire de master de l'université Panthéon-Assas. 2015.

⁷⁸Paris, Gilles. « La volonté française de “diriger de l'arrière” a été contrariée », *Le Monde*, 14 janvier 2013.

2. Les accusations d'interventionnisme dans une ancienne colonie

Un autre écueil s'est présenté à la France au moment de proclamer l'opération Serval : l'appartenance du Mali à l'empire colonial français jusqu'en 1960. Le risque était alors de voir l'intervention française qualifiée de « néocolonialiste ». Lorsqu'il s'adresse aux Français à la télévision le 11 janvier 2013, François Hollande déclare : « J'ai répondu à la demande d'aide du président du Mali ». De cette façon, l'opex apparaît légitime parce qu'elle répond à un appel au secours du président malien Dioncounda Traoré et contre ainsi les accusations d'un interventionnisme français dans une ancienne colonie. Le 19 janvier à Tulle, François Hollande réitère :

« L'enjeu n'est pas pour nous de conquérir un territoire, d'accroître notre influence ou de chercher je ne sais quel intérêt commercial ou économique, ce temps là est fini. En revanche, notre pays, parce que c'est la France, doit venir en aide à un pays. Ce pays ami est l'un des plus pauvres du monde et il est victime depuis trop de mois, pour ne pas dire des années, de ce terrorisme qui prend maintenant des formes de plus en plus redoutables. »

Ces déclarations interviennent alors qu'en octobre 2012 le président promettait qu'il n'y aurait jamais de « forces françaises au sol ». Il affichait alors une volonté de « rompre avec la Françafrique » comme il l'avait déclaré à Dakar. Pour le journaliste Rémy Carayol, « les officiers [français] réfléchissaient avec un logiciel issu de la colonisation⁷⁹ ». Selon lui, « la France s'est toujours efforcée de garder la main sur ce qu'elle considère comme son pré carré⁸⁰ ». Elle a ainsi « prétendu mettre en avant les Européens et les Africains, par le biais de la force du G5 Sahel, alors qu'elle conservait le contrôle sur la stratégie à adopter⁸¹ ». De cette façon, la France a décidé d'apporter une réponse militaire à un problème multicausal au Mali, utilisant ses réflexes coloniaux.

Les médias ont, dans une certaine mesure, également participé à une représentation occidental-centrée du conflit malien. Dans son étude sur le traitement médiatique des conflits africains, François Robinet observe que les sources africaines sont largement minoritaires à l'inverse des sources officielles françaises. « Or, ces sources-là pèsent sur le cadrage interprétatif ainsi que sur la mise en récit de l'information. C'est-à-dire qu'elles nourrissent [...] les représentations, classiques, d'une Afrique continent vouée au chaos et d'une France

⁷⁹Bensimon, Cyril. « “Au Sahel, les officiers français réfléchissaient avec un logiciel issu de la colonisation” », *Le Monde*, 6 janvier 2023.

⁸⁰Id.

⁸¹Id.

pays des droits de l'homme, qui aide les populations vulnérables⁸² ». François Robinet note toutefois que certains journalistes, spécialistes de ces conflits, « sont capables à travers d'autres sources de contourner cette communication, de la déconstruire ». Il cite Jean-Philippe Rémy, correspondant en Afrique et envoyé spécial au Mali pour *Le Monde*, en exemple. Mais tous n'y échappent pas. Le national offre parfois une « valorisation [...] du rôle des acteurs français⁸³ », présentés comme des sauveurs, ce qui n'est pas sans rappeler l'époque coloniale. Deux journalistes du *Monde* se demandent « La France peut-elle partir⁸⁴ ? ». Elles répondent à la négative, estimant que « les pays africains ne sont pas prêts à prendre la relève », les bataillons africains étant « pour la plupart sans équipement et [...] démunis ». Pourtant, près de dix ans plus tard, *Le Monde* critiquera la prolongation de l'opex⁸⁵. La présence française est régulièrement justifiée dans le journal par l'impréparation de l'armée malienne, incapable de combattre la menace djihadiste. On retrouve cette justification à de nombreuses reprises : « il a fallu envoyer un contingent combattre au sol dès la première étape de la guerre, l'armée malienne n'étant pas capable [...] de reconquérir le territoire occupé par les djihadistes⁸⁶ », l'« armée malienne est en ruine »⁸⁷, « une armée sans moyens⁸⁸ ». S'il est approprié de constater le manque de moyens de l'armée malienne, établir la nécessité d'une intervention menée par la France à partir de cette observation relève d'un parti pris. Pour le général de corps d'armée Bruno Clément-Bollée, l'aide massive apportée à l'Ukraine par les pays occidentaux contre l'offensive russe est une preuve qu'il est possible d'« accompagner et non d'imposer⁸⁹ » des initiatives à ses partenaires. D'ailleurs, l'armée française a tiré des leçons de l'opération Barkhane et entend désormais se transformer « au-delà de sa seule culture expéditionnaire⁹⁰ ».

En somme, le besoin de légitimation des interventions armées à l'ère démocratique a mené à une prise en compte croissante de la communication de guerre. Celle-ci repose sur des éléments de langage réfléchis et consensuels, à même de gagner l'opinion publique. Si la

⁸²Quinton, François. « La “loi du nombre de morts-kilomètre” n'est pas automatique », *La Revue des Médias*, INA, 6 avril 2017.

⁸³Id.

⁸⁴Geneste, Alexandra, et Guibert, Nathalie. « Mali : la France peut-elle partir ? », *Le Monde*, 29 mars 2013.

⁸⁵Vincent, Élise, « “Barkhane”, défaite d'une utopie politico-militaire », *Le Monde*, 18 février 2022.

⁸⁶Ourdan, Rémy. « Mali : du risque des interventions », *Le Monde*, 22 avril 2013.

⁸⁷Geneste, Alexandra, et Guibert, Nathalie. « Mali : La France peut-elle partir ? », *Le Monde*, 29 mars 2013.

⁸⁸Guibert, Nathalie. « Tuer l'hydre djihadiste au Mali », *Le Monde*, 4 novembre 2013.

⁸⁹Clément-Bollée, Bruno. « “Finis, l'Afrique dominée, place à l'Afrique souveraine et son message : l'Afrique aux Africains !” », *Le Monde*, 26 janvier 2023.

⁹⁰Vincent, Élise, et Pietralunga, Cédric. « L'armée de terre tire les leçons de la guerre en Ukraine », *Le Monde*, 14 février 2023.

presse s'aligne dans un premier temps sur le discours officiel des institutions politico-militaires, elle s'en éloigne au fur et à mesure que l'opex au Mali s'enlise.

II. Les contraintes du journalisme de guerre dans un conflit asymétrique

A. Opération Serval : un contrôle étroit des journalistes par l'armée

1. L'obstruction du travail journalistique par l'armée française pour privilégier la communication militaire

L'opération Serval est un cas d'école en ce qui concerne les divergences d'intérêts entre l'armée française et la presse. Dans les premières semaines qui ont suivi le lancement de l'intervention française au Mali, le 11 janvier 2013, un réel *black-out* informationnel s'est opéré. Tenus loin de la ligne de front du Nord-Mali, les 400 journalistes, alors stationnés à Bamako, étaient particulièrement dépendants de la communication de l'armée. Le rédacteur en chef d'*iTélé*, Lucas Menget, raconte : « L'armée malienne bloque toutes les routes qui partent vers le Nord⁹¹ ». Les seules images qui sont alors diffusées dans les médias proviennent de l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la défense (ECPAD). Dès le 15 janvier, un article du *Monde* avertit que « le ministère de la défense français contrôle minutieusement sa communication, décrivant avec moult détails les contingents et engins militaires envoyés sur place. Des images propres et pédagogiques, bien loin de la violence des combats⁹² ». Avec ironie, l'article dénonce le « joli hasard » d'une publication *Facebook* de l'armée de terre qui met en avant « les soldats de l'image et de la communication », qui se chargent de la médiatisation du conflit à la place des journalistes. Pour Thierry Thuillier, directeur de l'information de *France Télévisions*, « dès lors que ce sont des forces spéciales habituées à des opérations coup de poing élaborées dans le plus grand secret, il est très difficile de s'en approcher. Il n'est pas dans la culture de ces unités de communiquer⁹³ ». La dénonciation d'une « guerre sans images⁹⁴ » parcourt tout l'article du *Monde*, qui affirme que « les journalistes sont contraints⁹⁵ » à diffuser uniquement des images des préparatifs et de la logistique. L'article revient même sur l'histoire du journalisme en temps de guerre, évoquant les *pools* et l'*embedding*, ce qui montre le recul du journal sur son rôle dans la médiatisation du conflit. À ce moment du conflit, la communication apparaît

⁹¹Armati, Lucas, Dassonville, Aude, Senejoux, Richard, et Tesquet, Olivier. « Guerre au Mali : comment s'en tirent les médias français ? », *Télérama*, 24 janvier 2013.

⁹²« Opération "Serval" : une communication succincte et verrouillée », *Le Monde*, 15 janvier 2013.

⁹³Revel, Renaud. « Mali : une guerre sans image », *L'Express*, 14 janvier 2013.

⁹⁴« Opération "Serval" : une communication succincte et verrouillée », *Le Monde*, 15 janvier 2013.

⁹⁵Id.

tellement verrouillée que le quotidien estime que l'armée française, qui a déjà accepté des journalistes « embarqués », notamment en Afghanistan, « ne semble pas vouloir renouveler l'expérience dans l'opération malienne, sûrement en raison de l'engagement des forces spéciales, habituées au plus grand secret ». Près de deux mois plus tard, le journaliste du *Monde* Jean-Philippe Rémy est embarqué avec l'armée française.

Le 16 janvier, le journaliste François Béguin publie un autre article dans *Le Monde* dans lequel il se demande « Quelles images montrer de la guerre au Mali ». Là aussi, le constat est univoque : « les images du conflit au Mali ne sont que calme et sérénité⁹⁶ ». Malgré la mort d'un soldat français et de plusieurs combattants djihadistes.

C'est finalement fin janvier que les journalistes pourront, au compte-goutte, accéder aux zones de combat pour interviewer les soldats, sous la supervision stricte de l'armée. Embarqués avec les militaires, les journalistes sont fortement encadrés et leur production n'est pas libre, comme en témoigne Pierre Grange, l'un des envoyés de *TF1* au Mali : « On ne nous emmène jamais sur le front, là où se passent les combats. Pour l'heure, les opérations sont surtout menées par les forces spéciales. L'armée n'aime jamais montrer ça⁹⁷. » La reprise de Konna aux djihadistes par les forces spéciales françaises, le 18 janvier en est un bon exemple. C'est lors d'une « visite guidée⁹⁸ », selon les mots d'un officier recueillis par l'envoyé spécial du *Figaro*, Tanguy Berthemet, que les journalistes ont pu entrer, le lendemain, dans la ville au nord du Mali. Une liste d'attente a été mise en place, ce qui est une première, et ce sont les chaînes de télévision qui sont privilégiées : *TF1*, *France 2* et *BFMTV*. Le 7 février, à Kidal, dans l'extrême nord malien, où se déroulent les combats, les trois équipes de télévision sont emmenées avec l'armée. Mais elles sont cantonnées à l'aéroport et ne peuvent rien voir⁹⁹.

Le ministère de la Défense défend sa décision de ne pas envoyer les journalistes au front des Ifoghas. Le 28 février, le colonel Thierry Burkhard, porte-parole de l'état-major des armées, explique la nécessité de garder les opérations confidentielles :

« En communication opérationnelle, nous avons deux impératifs à concilier : derrière la sécurité des opérations, très directement, se trouve le succès de l'opération. Si elle est dévoilée, cela ne nous aide pas forcément à la réaliser. Car derrière la sécurité des opérations, se trouve aussi la sécurité de nos soldats. Je prie tous les soirs pour qu'un soldat ne soit pas

⁹⁶Béguin, François. « Quelles images montrer de la guerre au Mali », *Le Monde*, 16 janvier 2013.

⁹⁷Armati, Lucas, Dassonville, Aude, Senejoux, Richard, et Tesquet, Olivier. « Guerre au Mali : comment s'en tirent les médias français ? », *Télérama*, 24 janvier 2013.

⁹⁸Berthemet, Tanguy. « Mali: la guerre en visite guidée pour la presse internationale », *Le Figaro*, 27 janvier 2013.

⁹⁹« Mali : une guerre sans journaliste », *Le Point avec AFP*, 1 mars 2013.

mort parce que j'en aurais trop dit au point de presse. La deuxième priorité, c'est d'informer l'opinion publique, qui ne peut pas nous soutenir si elle ne sait pas ce qu'on fait. Nous essayons de concilier ces impératifs au mieux¹⁰⁰. »

Le porte-parole s'est toutefois défendu d'interdire toute médiatisation du conflit en affirmant : « on a accueilli 280 équipes médias sur le théâtre », soit « 370 journalistes¹⁰¹ ». Autre motif expliquant l'écartement des journalistes, l'impossibilité « d'assurer leur protection¹⁰² », d'après l'entourage du ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian.

Ce n'est pas seulement l'accès à l'information qui est restreint, en confinant les journalistes à Bamako ou à Gao, mais l'information elle-même. Un journaliste s'est vu empêcher de photographier la « mascotte » d'un pilote et un autre s'est attiré les foudres de l'armée française en photographiant un soldat portant un foulard à tête de mort. Le 21 janvier, *Le Monde* publie un article sur cet épisode¹⁰³. Le papier revient sur cette photographie prise par le journaliste de l'AFP Issouf Sanogo le 20 janvier à Niono, dans le centre du Mali. Le lendemain, le porte-parole de l'état-major Thierry Burkhard déclare que « c'est un comportement qui n'est pas acceptable » et souligne que « cette image n'est pas représentative de l'action que conduit la France au Mali à la demande de l'État malien ». Cette remontrance démontre que l'institution militaire privilégie une communication favorable à ses soldats plutôt qu'une information libre qui pourrait fournir « des arguments à la propagande adverse¹⁰⁴ », selon les mots du chercheur François-Bernard Huyghe.

Il faudra donc attendre début mars pour que des journalistes accèdent aux zones de combats, là encore sous l'encadrement des militaires. Si la décision semble répondre au devoir « d'informer l'opinion publique » invoqué par le colonel Thierry Burkhard, elle intervient alors que les combats dans la région ont débuté le 18 février. De plus, les journalistes dépendent fortement des militaires.

¹⁰⁰Guisnel, Jean. « Des journalistes invités à suivre l'armée dans les Ifoghas », *Le Point*, 4 mars 2013.

¹⁰¹« L'armée française, motus et bouche cousue sur les opérations au Mali », *Le Monde avec AFP et Reuteurs*, 2 mars 2013.

¹⁰²Guisnel, Jean. « Des journalistes invités à suivre l'armée dans les Ifoghas », *Le Point*, 4 mars 2013.

¹⁰³Béguin, François. « Le foulard à tête de mort est un dérapage dans le symbolique », *Le Monde*, 21 janvier 2013.

¹⁰⁴Id.

2. Le journalisme embarqué, un moyen d'accéder au terrain mais sous l'encadrement de l'armée

Trois rédactions accompagnent l'armée dans la région de l'Adrar des Ifoghas, au nord du Mali, où se déroulent des combats décisifs : *Europe 1*, *France 24* et *Le Monde*. Jean-Philippe Rémy, l'envoyé spécial du *Monde* embarqué avec l'armée aux Ifoghas, publie un premier reportage sur les combats de cette zone du Nord-Mali le 7 mars, qui se veut le « récit de la conquête d'un bastion djihadiste par les soldats français et tchadiens¹⁰⁵ ». Les combats de la vallée de l'Ametettaï, dans la zone de l'Adora des Ifoghas, constitue un tournant de l'opération Serval. C'est la première fois que l'armée française, et ses alliés tchadiens, affrontent au sol des combattants djihadistes. Jusque-là, les affrontements consistaient en des frappes aériennes qui faisaient fuir les membres d'AQMI.

Le reportage de Jean-Philippe Rémy commence sur un ton léger et une mise en scène joyeuse des militaires français qui viennent de tomber sur le potager d'AQMI. Le journaliste décrit d'entrée un légionnaire mordant « à belle dents dans les tiges vertes, avant d'éclater de rire ». Ce rire tranche avec les combats meurtriers qui viennent d'avoir lieu dans l'Adrar des Ifoghas et laisse transparaître la proximité entre le journaliste, qui a accès à ces moments de joie privés, et les soldats. Jean-Philippe Rémy dépeint des militaires abîmés par un terrain désertique difficile, « aussi séduisant qu'un coup de baïonnette dans le dos ». Les soldats « sont rincés, leurs lèvres sont gercées, leurs nez pèlent et ils ne se sont pas lavés depuis des jours ». Le reporter les brosse toutefois avec « l'air de la victoire ». Le début du reportage pose le décor : des soldats éreintés par les combats et un environnement hostile mais animés par la victoire récente. L'envoyé spécial du *Monde* montre même le respect des soldats français vis-à-vis de leurs adversaires qu'ils enterrent « à chaque fois », selon un officier. Embarqué dans la vallée de l'Ametettaï avec l'armée, Jean-Philippe arrive toutefois à la fin des affrontements dans la zone. Si le reportage entend donner à voir les combats, il relate en réalité les témoignages des soldats. Ainsi, retrouve-t-on dans l'article beaucoup de propositions incisives qui donnent la parole aux militaires : « témoigne un officier », « selon un capitaine de la Légion », « témoigne un des membres de cet assaut », « se réjouit un officier français », « sourit le colonel Goujon », « un officier subalterne apprécie », « témoigne un capitaine ». L'information diffusée par Jean-Philippe Rémy provient exclusivement de

¹⁰⁵Rémy, Jean-Philippe. « Mali : “On a cassé le donjon d'AQMI” », *Le Monde*, 7 mars 2013.

l'institution militaire, ce qui est contraire au principe journalistique de recoupement des sources.

Cette configuration s'explique par la nature même de la guerre au Mali. Conflit asymétrique, l'opération Serval, puis Barkhane, s'est déroulée dans une zone semi-désertique, vaste comme l'Europe, contre des adversaires fuyants et très mobiles, présentant des risques exacerbés pour les journalistes. Le *Journal Officiel* définit la guerre asymétrique comme un « conflit armé qui oppose une armée régulière à des forces irrégulières ». La définition du général Claude Le Borgne, colle à la situation malienne : « Dans la guerre asymétrique, les deux partis ne jouent pas le même jeu. Incapable de rivaliser sur son terrain avec un adversaire puissamment armé, au sens ordinaire du terme, le faible refuse l'affrontement, esquive, s'évade et impose sa propre loi, qui est à l'inverse de celle de l'autre ¹⁰⁶ ».

Conflit asymétrique et journalisme embarqué sont intimement liés. Selon l'analyste de sécurité, Paul G. Buchanan, cette pratique a été la réponse apportée par l'armée américaine, après la guerre asymétrique du Vietnam, pour répondre au « problème » posé par la couverture journalistique indépendante des conflits dans lesquels les États-Unis étaient impliqués¹⁰⁷. Selon l'armée américaine, la couverture journalistique indépendante contredisait souvent le récit officiel de la guerre et sapait ainsi le soutien du public à l'effort de guerre. Au lendemain de cette guerre, le système des *pools* est mis en place¹⁰⁸. Plus tard, au moment de la guerre en Irak en 2003, les *pools* laissent place à l'*embedding*, « le processus d'intégration des journalistes dans des unités militaires en vue de couvrir les opérations de l'armée durant une période donnée¹⁰⁹ ». Les médias américains ont d'abord reçu avec enthousiasme ce dispositif, moins contraignant que les *pools*, qui ne permettent qu'un accès limité et ponctuel au front. Mais des craintes de collusion avec l'armée commencent à poindre.

« L'intégration journalistique se déroule dans un espace opérationnel clos où la circulation des individus est strictement quadrillée. Cet espace de visibilité et de filtrage est régi par des règles précises et par un appareil bureaucratique d'affaires publiques centré autour du commandant

¹⁰⁶Le Borgne, Claude. *Routes de sable et de nuages : Saint-Cyr, Sahara, Indochine, Liban, Algérie... une aventure humaine*, Albin Michel, 2015.

¹⁰⁷Buchanan, Paul G. "Facilitated News as Controlled Information Flows: The Origins, Rationale and Dilemmas of 'Embedded' Journalism." 2011. *Pacific Journalism Review*, vol. 17, no. 1, Asia Pacific Network, 2011, pp. 102-118.

¹⁰⁸Mercier, Arnaud. « Quelle place pour les médias en temps de guerre ? », *Revue Internationale de la Croix-Rouge*, vol. 87, no. 860, 2005, pp. 649-659.

¹⁰⁹Bizimana, Aimé-Jules. « Intégrer pour mieux surveiller les journalistes de guerre », *Les Cahiers de Journalisme*, n°22-23, 2011.

d'unité. C'est un dispositif qui prélève constamment un savoir sur le journaliste intégré afin de le rendre en tout temps localisable et connaissable¹¹⁰. »

Comme nous l'avons vu, les premiers journalistes qui couvrent l'opération Serval sont embarqués dès fin janvier. Toutefois, ils n'ont pas accès aux zones de combat. Le 19 janvier, des journalistes sont emmenés au côté de l'armée dans la ville de Konna, reprise la veille par les forces spéciales françaises. Le passage dans la ville ressemble à une visite guidée. Même lorsque trois équipes de télévision sont embarquées avec l'armée pour se rendre le 7 février à Kidal, où se concentre alors l'essentiel des combats, les journalistes sont bloqués par l'armée française à l'aéroport. Finalement, trois rédactions accompagnent l'armée dans la région de l'Adrar des Ifoghas, début mars. Mais là encore, l'*embedding* des journalistes limite leur travail et la diversité de leurs sources.

Selon Philippe Boulanger, « dans les pays démocratiques, les soldats ont besoin du soutien de la population. [...] Ce soutien doit donc être renouvelé en permanence par des opérations médiatiques destinées à l'opinion publique. [...] Toute action tactique présente une valeur politico-militaire comme les prises de Gao, Tombouctou et Kidal au Mali par les forces françaises en janvier et février 2013 qui remportent un vrai succès politique¹¹¹ ». La visite scénarisée qui a eu lieu au lendemain de la reprise de Konna, constitue de cette façon une opération médiatique destinée à l'opinion publique. À Gao, libérée le 26 janvier, des équipes de télévision sont présentes lorsque, le 21 février, une quarantaine de djihadistes mènent des attaques sporadiques contre l'armée malienne, rapidement soutenue par des renforts français. Un reportage de *BFMTV* montre alors des soldats maliens peu préparés au combat urbain. Le commentaire du reportage évoque un ennemi « plus que déterminé », des unités maliennes qui « ont du mal à s'organiser », des « corps [qui] sont fatigués et les munitions [qui] manquent », sans oublier « les premiers blessés » côté malien. À la fin du reportage, l'armée française est filmée, venant en renfort aux soldats maliens, lourdement armée. Selon Philippe Boulanger, « pour contrer cette offensive à but médiatique, la communication militaire riposte sur la reprise du terrain, la crainte de la population de voir revenir les islamistes, la réactivité des forces françaises¹¹² ».

¹¹⁰Id.

¹¹¹Boulanger, Philippe. *Planète médias : géopolitique des réseaux et de l'influence*, Armand Colin, 2021.

¹¹²Id.

L'*embedding* s'est poursuivi pendant l'opération Barkhane et les méthodes de l'armée française ne se sont pas assouplies. Embarquée aux côtés des militaires français en avril 2019, la journaliste du *Monde* Morgane Le Cam raconte :

« La communication de l'armée est extrêmement verrouillée. Ils nous laissent voir ce qu'ils veulent bien nous laisser voir. Et comme on est dans des zones de guerre, on ne peut pas aller s'aventurer tout seul en dehors du camp. En plus de l'unité qu'on suit, ils nous mettent généralement un officier de communication qui nous accompagne. Il nous laisse bosser mais il est aussi là pour surveiller qu'on aille pas se promener tout seul. Ça se comprend pour des questions de sécurité mais de toute façon les relations avec la communication de l'armée ont toujours été très tendues. On m'avait dit par exemple que je posais trop de questions. Je leur ai dit que c'était quand même mon métier¹¹³. »

3. L'occultation de la mort : « une logique d'euphémisation de la violence » à l'oeuvre pendant l'*embedding*

Si les militaires laissent les journalistes voir « ce qu'ils veulent bien [les] laisser voir », la mort n'en fait pas partie. Fin janvier 2013, Jean-Philippe Rémy publie l'article « Soldats et djihadistes pris dans les sables au Nord du Mali¹¹⁴ ». Là encore, c'est seulement une fois les combats terminés que le journaliste peut pénétrer dans Gao. Des affrontements se poursuivent alors dans des zones voisines de la ville. Le reporter interroge le colonel Youssouf Traoré, membre de l'ex-junte et coordinateur des opérations de l'armée malienne, pour qui les djihadistes autour de Gao sont des « des hommes dispersés, désorganisés » et dont certains « sont morts de faim et de soif » ou qui, blessés, « sont morts en route ». Toutefois, le journaliste se permet de douter des informations qui sont « parcimonieuses et invérifiables ». Il explique : « On ignore les pertes, comme l'étendue des affrontements. Il est douteux que les éléments du MUJAO soient tous morts d'épuisement en brousse¹¹⁵ ». Ainsi, s'il interroge une source officielle, il remet en question ses déclarations, soucieux du recoupement des informations, difficilement réalisable ici.

Le 11 mars, le même journaliste du *Monde* publie un reportage, alors qu'il est embarqué avec l'armée française dans l'Adrar de Tigharghar, dans le nord du Mali. Pour la

¹¹³Entretien avec Morgane Le Cam, correspondante au Mali du *Monde* de 2018 à 2019.

¹¹⁴Rémy, Jean-Philippe. « Soldats et djihadistes pris dans les sables au Nord du Mali », *Le Monde*, 31 janvier 2013.

¹¹⁵Id.

première fois, Jean-Philippe Rémy y décrit longuement le cadavre d'un combattant d'AQMI dont le corps, « déjà en décomposition, gonfle sa veste d'uniforme à en faire craquer les coutures¹¹⁶ ». Une autre première, le journaliste relate un assaut « donné sur la faille centrale ». Il décrit :

« Les légionnaires y pénètrent sans rencontrer de résistance. Ce devait être un hôpital de campagne. Sur le lit de sable au fond de la faille, quelques installations médicales sommaires, deux blessés, déjà morts. Un homme est dissimulé sous une couverture, allongé à même le sol dans une anfractuosité de la muraille. Quelques soldats l'ont dépassé sans le voir quand il se lève pour ouvrir le feu. Il est aussitôt tué¹¹⁷. »

La mort du djihadiste est ici dépeinte de façon lapidaire. De façon plus générale, la mort est la grande absente des écrits et des images du conflit. Alors que *France 2* diffuse le 7 février 2013 en fin de soirée un reportage intitulé « Exactions au Mali ? », joint d'une signalétique « - 10 ans », le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) met « fermement en garde les responsables de *France Télévisions* ». L'organe de régulation indépendant reproche à l'émission *Envoyé Spécial* des « plans répétés et particulièrement insistants sur les corps de personnes décédées, sans analyse correspondante, (et) susceptibles de constituer une atteinte à la dignité de la personne humaine ». Le 26 février, le CSA revient sur ses propos admettant le « souci d'attirer l'attention des téléspectateurs (...) sur des événements tragiques et l'identification de leurs auteurs » de *France 2*. Les rédactrices en chef et présentatrices d'*Envoyé Spécial*, Guilaine Chenu et Françoise Joly, se sont dit « choquées¹¹⁸ » par ces mises en garde qui « créent un précédent » et placent la presse « dans une insécurité juridique ». Cette intervention du CSA a poussé Christophe Deloire, le secrétaire général de Reporters sans frontières, à se demander : « Au nom de la protection des “jeunes téléspectateurs âgés de 10 ans ou plus”, le CSA ne protège-t-il pas la communication officielle d'une opération militaire¹¹⁹ ? ».

Arnaud Mercier explique cette occultation de la mort par « une logique d'euphémisation de la violence ». Selon lui, « les armées occidentales ont, depuis le Vietnam, cherché à contrôler les images d'information en évitant de montrer les morts, y compris ceux

¹¹⁶Rémy, Jean-Philippe. « Dans l'adard de Tigharghar, les légionnaires français ratissent les caches d'AQMI », *Le Monde*, 11 mars 2013.

¹¹⁷Id.

¹¹⁸« Le CSA face à *Envoyé Spécial* : “cachez ces exactions que nous ne saurions voir” », Reporters sans frontières, 28 février 2013.

¹¹⁹Id.

de l'ennemi ». Ainsi, « l'évolution récente de la gestion médiatique des guerres est de prouver que la guerre ne fait pas seulement peu de victimes dans ses rangs mais aussi chez l'ennemi¹²⁰ ».

B. La reconfiguration des risques de guerre en conflit asymétrique

1. La mort, le premier risque de guerre

Mis en place par les autorités américaines lors de la guerre en Irak en 2003, le journalisme embarqué offre une protection militaire aux journalistes intégrés à l'armée. Ainsi, en échange d'une minimisation des risques liés au journalisme de guerre, les reporters acceptent un contrôle plus étroit de leur travail. Les journalistes indépendants étant « *persona non grata* en zone de guerre¹²¹ », selon Aimé-Jules Bizimana, le refus du dispositif d'*embedding* est difficile. Si la guerre comporte des risques intrinsèques de blessures et de mort pour les journalistes, les conflits modernes ont vu les journalistes devenir des cibles à part entière, malgré l'immunité juridique qui leur est offerte par le droit international¹²². Aimé-Jules Bizimana parle d'un passage de « victime collatérale » à celui d'un « menace préméditée caractéristique du passage à l'acte contre le journaliste¹²³ ». Bien que l'*embedding* promette une réduction des risques, il n'empêche pas les blessures et les tueries. En 2010, pendant la guerre d'Irak, 230 professionnels des médias, dont 172 journalistes, avaient été tués depuis le début du conflit, selon Reporters sans frontières (RSF)¹²⁴. RSF estime que « la seconde guerre en Irak est le conflit le plus meurtrier pour les journalistes depuis la Seconde Guerre mondiale¹²⁵ ». Au Sahel, cinq journalistes ont été tués en dix ans¹²⁶. Parmi eux, trois étaient escortés par l'armée.

¹²⁰Mercier, Arnaud. « Guerres et médias : permanences et mutations », *Raisons politiques*, vol. no 13, no. 1, 2004, pp. 97-109.

¹²¹Bizimana, Aimé-Jules. « Les risques du journalisme dans les conflits armés », *Communication*, vol. 25, no. 1, 2006, pp. 84-111.

¹²²Mijatović, Dunja. « 'Not a Target' : la nécessité de renforcer la sécurité des journalistes qui couvrent des conflits », site du Conseil de l'Europe, 2 mai 2022.

¹²³Id.

¹²⁴« Guerre en Irak, la plus grande hécatombe pour la presse, mars 2003 – août 2010 », Reporters sans frontières, août 2010.

¹²⁵Id.

¹²⁶« Dans la peau d'un journaliste au Sahel », Reporters sans frontières, 3 avril 2023.

2. La prise d'otage, une nouvelle « arme-symbole »

Outre la mort, les journalistes font face au risque accru de prise d'otage. « L'Irak constitue un tournant, la carte de presse ne protège plus les médias¹²⁷ », estime Christian Chesnot, journaliste à France Inter. Face aux enlèvements croissants de journalistes, les rédactions rapatrient leurs correspondants. « De 2003 à 2008, il y a un trou noir de l'information sur l'Irak¹²⁸ », explique l'ancien otage en Irak. Le retour de cette « arme-symbole¹²⁹ » dans l'arsenal militaire de forces irrégulières est largement dû au caractère asymétrique des conflits. Les groupes rebelles et djihadistes contrebalancent le manque de moyens humains et militaires grâce aux enlèvements, peu coûteux mais très rémunérateurs et à l'effet psychologique puissant. Les progrès techniques des moyens de communication, notamment télévisuels, ont permis une plus grande médiatisation des prises d'otage, en faisant une arme d'autant plus redoutable. Pour l'historien Gérard Arboit, « l'intérêt qu'ont produit les enlèvements d'Occidentaux en Iraq et, dans une plus ou moins grande mesure, de journalistes, repose d'abord sur la dimension spectaculaire et morbide que leur ont donné les preneurs d'otages à travers des vidéos, qui, diffusées depuis des sites Internet, ont semblé formatées pour les télévisions d'information en continu¹³⁰ ».

Au Mali, le conflit, asymétrique, prend place dans des milieux contraints, tantôt urbains, tantôt désertiques, favorables aux embuscades et aux prises d'otages. « Le Mali est une zone de guerre où l'on risque de se faire enlever dès qu'on arrive en zone djihadiste. Il y a beaucoup d'attaques et de mines sur les routes. C'est un conflit larvé, asymétrique, où l'ennemi est caché. Il n'y a pas de ligne de front identifiée : la menace est diffuse¹³¹ », explique Morgane Le Cam, correspondante au Mali pour *Le Monde* de 2018 à 2019.

Autrefois considérés comme neutres, les journalistes sont désormais des alliés des belligérants aux yeux des groupes djihadistes. C'est ainsi que le 2 novembre 2013 Ghislaine Dupont et Claude Verlon, journalistes pour *RFI* sont enlevés par AQMI lors d'un reportage, puis tués le 2 novembre 2013 près de Kidal. Le journaliste Olivier Dubois, jusque-là dernier otage français, enlevé à Gao le 8 avril 2021 par le GSIM, a été libéré le 20 mars 2023, suscitant un fort écho médiatique. Toutefois, les journalistes ne sont pas les seules cibles des

¹²⁷Rotivel, Agnès. « Risques et dérives du journalisme de guerre », *La Croix*, 11 octobre 2013.

¹²⁸Id.

¹²⁹Arboit, Gérard, « Le journaliste est l'otage dans l'information de guerre », Centre Thucydide, *Annuaire français de relations internationales*, VII, Bruyland, 2007.

¹³⁰Arboit, Gerald. « Le journaliste est l'otage dans l'information de guerre », Centre Thucydide, *Annuaire français de relations internationales*, VII, Bruyland, 2007.

¹³¹Entretien avec Morgane Le Cam, correspondante au Mali du *Monde* de 2018 à 2019.

groupes djihadistes au Mali. Depuis 2012, rien qu'au Mali, une quinzaine d'otages ont été enlevés par les groupes djihadistes.

Olivier Dubois, le dernier otage français libéré, s'installe au Mali en 2015, se spécialisant dans la couverture de l'actualité du pays, « plus particulièrement sur les sujets de sécurité, terrorisme et mise en oeuvre de l'accord de paix d'Alger », d'après son profil *LinkedIn*. Le correspondant collabore alors avec le journal *Libération*, ainsi que les hebdomadaires *Le Point* et *Jeune Afrique*. Il est enlevé le 8 avril 2021 par le GSIM alors qu'il se rend à Gao pour rencontrer Abdallah ag Albakaye, un responsable local du GSIM. Un article du *Monde* détaille les circonstances de son enlèvement : « Le journaliste s'était rendu au point de rendez-vous fixé, dans une rue de Gao, en compagnie de son fixeur, un Malien avec qui il avait l'habitude de travailler sur les questions sécuritaires depuis plusieurs années. Il était ensuite monté dans un véhicule à bord duquel se trouvaient plusieurs hommes, avant de disparaître et de ne plus donner signe de vie à ses proches¹³² ». Près d'un mois plus tard, le 5 mai 2021, il a lui-même annoncé sa détention dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux. Ainsi, malgré sa connaissance du terrain et la collaboration de son fixeur, Olivier Dubois n'a pas pu échapper à un enlèvement.

Jean-Philippe Rémy, correspondant régional pour *Le Monde* explique, dans un article du 6 mai 2021, que « les otages sont, depuis l'émergence du phénomène djihadiste dans la région, il y a près de vingt ans, l'un des carburants économiques et politiques des groupes armés qui relèvent de cette mouvance¹³³ ». Si la stratégie fonctionne, c'est parce que « certains pays – dont la France, ou l'Italie – sont connus pour payer, si besoin, en parachutant des sacs bourrés de millions d'euros¹³⁴ ». L'argent n'est pas la seule motivation des groupes djihadistes. Le 8 octobre 2020, en échange de la libération de quatre otages, dont la française Sophie Pétronin, 200 djihadistes ont été libérés.

¹³²Le Cam, Morgane, et Bensimon Cyril. « Pour Olivier Dubois, la fin de deux ans de captivité au Sahel », *Le Monde*, 20 mars 2023.

¹³³Rémy, Jean-Philippe, et Zerrouky, Madjid. « Derrière l'enlèvement d'Olivier Dubois, le GSIM, un groupe djihadiste affilié à Al-Qaida », *Le Monde*, 6 mai 2021.

¹³⁴Id.

C. La dégradation de la situation sécuritaire et diplomatique au Mali : des risques accrus pour les journalistes

1. Le dilemme des journalistes indépendants face aux dangers grandissants

Le risque d'otages croissant dans la région a eu un impact non négligeable sur la couverture du conflit au Mali, et plus largement au Sahel. « Les groupes armés continuent à avancer, mais le journalisme et l'information reculent¹³⁵ », explique Arnaud Froger, le responsable du bureau Afrique de Reporters sans frontières. En conséquence, comme en Irak une dizaine d'années plus tôt, les rédactions et les journalistes se rétractent. Ainsi, *Libération*, journal avec lequel Olivier Dubois collaborait, affirme avoir refusé fin mars 2021 la proposition d'interview du chef djihadiste jugée « trop risquée ». Une journaliste pigiste française estime que le reportage en zone de conflit est devenu un « difficile jeu d'équilibre entre prise de risques et intérêt éditorial¹³⁶ ». Elle raconte : « Certains médias sont frileux, alors il m'est arrivé de partir sans commandes pour couvrir un sujet que j'estimais important et de le revendre ensuite sans qu'on m'interroge sur les conditions dans lesquelles il a été réalisé¹³⁷ ». L'enlèvement et l'assassinat de Ghislaine Dupont et Claude Verlon le 2 novembre 2013 a eu un impact « pour toute la presse malienne et internationale¹³⁸ », d'après Christophe Boisbouvier, directeur adjoint de *RFI*, chargé de l'Afrique. Il indique que « depuis dix ans, il n'y a pratiquement plus d'enquête de terrain au Nord-Mali, à Kidal et à Tessalit¹³⁹ ». Ainsi, à compter de fin 2013, « les médias nationaux et étrangers renoncent à se rendre au nord du Mali de façon autonome¹⁴⁰ » mais seulement *embedded* avec l'armée malienne, les soldats de l'opération Barkhane ou de la Minusma. Le 8 avril 2021, date de l'enlèvement du journaliste Olivier Dubois, marque aussi la fin des enquêtes de terrain à Gao, dans le nord-est du Mali¹⁴¹.

Face aux risques croissants dans la région du Sahel, le ministère des Affaires étrangères a reclassé le Mali en zone rouge pour ses ressortissants, à l'exception de la capitale. « On est bien obligés d'aller dans certaines zones rouges si on veut continuer à travailler¹⁴² », raconte un photographe occidental indépendant au Mali au *Monde*. Les journalistes

¹³⁵Id.

¹³⁶Douce, Sophie. « Le Sahel, une région de plus en plus difficile à couvrir pour les journalistes », *Le Monde*, 6 mai 2021.

¹³⁷Id.

¹³⁸« Dans la peau d'un journaliste au Sahel », Reporters sans frontières, 3 avril 2023.

¹³⁹Id.

¹⁴⁰Id.

¹⁴¹Id.

¹⁴²Douce, Sophie. « Le Sahel, une région de plus en plus difficile à couvrir pour les journalistes », *Le Monde*, 6 mai 2021.

indépendants s'accommodent peu de l'*embedding*, qui présente toujours les mêmes contraintes au moment de l'opération Barkhane. « La parole est moins libre et l'information forcément biaisée quand on part avec certaines organisations, puisqu'on ne nous conduit que là où il y a un intérêt à nous emmener¹⁴³ », rapporte une ancienne pigiste au Mali au quotidien.

Pour minimiser les risques encourus par les reporters, des mesures ont été prises par les rédactions. À la suite de l'assassinat des deux journalistes de *RFI* en 2013, le groupe France Médias Monde (FMM) a ainsi créé un poste de directeur de la sûreté, chargé de veiller à l'environnement de sécurité des correspondants et envoyés spéciaux. FMM dispose de sa propre cartographie des zones dangereuses et propose une formation spécifique de sécurité à ses envoyés spéciaux. Une fois sur place, les journalistes sont tracés grâce à des outils numériques. Malgré ces précautions, l'un des éléments majeurs dans la protection des journalistes reste le tissage d'un réseau et de sources de confiance. « Avoir une connaissance approfondie et réelle de certains acteurs clés et parfois des relations de confiance peut protéger des risques physiques et sécuritaires, et aussi des manipulations et tentatives de désinformation¹⁴⁴ », estime Ousmane Ndiaye, le rédacteur en chef Afrique de *TV5Monde*.

2. Le Mali, de plus en plus fermé aux journalistes

Les journalistes maliens eux-mêmes se voient entravés dans l'exercice de leur profession d'une part à cause du difficile et dangereux accès de certaines zones et d'autre part à cause du contrôle des autorités. Le téléphone est désormais privilégié au terrain malgré la « difficulté de vérifier certaines informations¹⁴⁵ », explique Bandiougou Danté, le président de la Maison de la presse au Mali. Pour les médias français, la pression de l'État malien va également grandissante, signe d'une escalade des tensions entre Bamako et Paris. Le 7 février 2022, Benjamin Roger, correspondant au Sahel pour le mensuel français *Jeune Afrique*, est arrêté à son hôtel à Bamako, puis expulsé du pays. Malgré un visa en règle, le journaliste est arrêté pour ne pas s'être accrédité pour ses reportages, à peine 24 heures après son arrivée sur le territoire. Déjà interrompue depuis mi-mars 2022, la diffusion de *RFI* et *France 24* est quant à elle définitivement interdite le 27 avril. Le 17 mars la junte malienne ordonne la

¹⁴³Id.

¹⁴⁴« Dans la peau d'un journaliste au Sahel », Reporters sans frontières, 3 avril 2023.

¹⁴⁵Douce, Sophie. « Le Sahel, une région de plus en plus difficile à couvrir pour les journalistes », *Le Monde*, 6 mai 2021.

suspension des deux médias après qu'ils ont publié des informations selon lesquelles l'armée malienne et leurs supplétifs russes ont été impliqués dans des exactions contre des civils.

Pour comprendre la crise diplomatique entre les deux pays qui a mené à la suspension de *RFI* et de *France 24*, il faut revenir en août 2020. Le président malien Ibrahim Boubacar Keïta est alors renversé par un coup d'État militaire. En mai 2021, le chef de la junte, Assimi Goïta, effectue un nouveau putsch, ce qui pousse le président de la République française Emmanuel Macron à dénoncer « un coup d'État dans le coup d'État inacceptable ». Le tout alors que l'opération Barkhane favorise « le développement et la stabilisation du pays¹⁴⁶ », amenant la France à effectuer « des pressions contre les militaires maliens pour qu'ils respectent le processus démocratique¹⁴⁷ ». Mais, malgré la promesse d'élections générales en février 2022, le colonel Assimi Goïta ne les a jamais organisées. Parallèlement, la dégradation de la situation sécuritaire sahélienne fait naître un sentiment anti-français au Mali, comme en témoigne un article du *Monde* du 10 janvier 2020, « Au Mali, le sentiment anti-français gagne du terrain ». Enfin, le recours de Bamako à la société militaire privée russe Wagner finit de ternir la relation entre les deux pays. Déjà le 24 janvier 2022, le Mali exige le retrait d'une centaine de soldats danois de la force Takuba puis, le 31 janvier, l'ambassadeur de France, Joël Meyer est expulsé du Mali par la junte militaire. Dans ce contexte, la France annonce en février 2022 le retrait de ses soldats du Mali et, en novembre, Emmanuel Macron met définitivement fin à l'opération Barkhane au Sahel.

La relation diplomatique entre les deux pays se détériorant, les deux médias français sont considérées comme exerçant du *soft power* dans les pays anciennement colonisés. Choguel Maïga, premier ministre malien, parle même début 2022 d'un « véritable terrorisme médiatique » français à l'encontre de son gouvernement, avec « l'objectif de le renverser ». « Dans un contexte de tensions diplomatiques avec la France, la presse française était ciblée et vue comme une succursale du Quai d'Orsay, chargée de défendre les intérêts de la France ce qui n'est évidemment pas le cas¹⁴⁸ », indique la journaliste du *Monde* Morgane Le Cam. Après la suspension de *RFI* et *France 24*, c'est au tour de la correspondante du *Monde* Agnès Douce et de la correspondante de *Libération* Agnès Faivre d'être expulsées le 31 mars 2023, cette fois du Burkina Faso, sans motif établi. Des mesures moins drastiques que l'interdiction de diffusion et l'expulsion sont mises en place pour empêcher le travail des journalistes,

¹⁴⁶« Mali : on vous explique la situation entre Paris et Bamako depuis que la junte a décidé d'expulser l'ambassadeur français », *franceinfo* avec *AFP*, 2 février 2022.

¹⁴⁷Id.

¹⁴⁸Entretien avec Morgane Le Cam, correspondante pour *Le Monde* de 2018 à 2019.

notamment la restriction des accréditations. Dans son rapport, RSF explique qu'au « Mali comme au Burkina Faso, de simples formalités administratives d'enregistrement ont été remplacées par de complexes processus d'accréditation, qui entravent le travail journalistique et ne respectent pas le principe de pouvoir protéger l'identité des sources¹⁴⁹ ». L'expulsion du correspondant pour *Jeune Afrique* Benjamin Roger, faute d'accréditation, en témoigne. Rarement exigée jusqu'en 2021, le second coup d'État au Mali va rendre le processus d'accréditation « plus contraignant et opaque ». Le nouveau formulaire demande le détail des sujets de reportage et des personnes rencontrées, faisant fi de la protection des sources. En réalité, « plusieurs journalistes ont signalé leur difficulté à obtenir leur accréditation, quand celle-ci n'était pas tout simplement refusée sans explication ». Manon Laplace, correspondante de *Jeune Afrique*, sera brièvement arrêtée pour le même motif que son confrère Benjamin Roger. « Dès qu'il y a un coup d'État, on constate des restrictions administratives envers des journalistes¹⁵⁰ », observe le rédacteur en chef Afrique de *TV5Monde*, Ousmane Ndiaye, correspondant sur place à l'époque.

En résumé, l'*embedding*, s'ils proposent une protection militaire aux journalistes, a une influence sur le travail des journalistes, qui disposent d'une moindre liberté. Les journalistes qui refusent le dispositif s'exposent à des risques accrus, notamment d'otage et d'assassinat. La dégradation des relations entre le Mali et la France à partir de 2020 finit de restreindre la liberté des journalistes qui se voient expulsés ou privés de diffusion.

III. Les stratégies des journalistes pour contourner les canaux des discours officiels

Nous l'avons vu, le contrôle militaire exercé sur les journalistes est un frein à l'exercice de la profession. Au-delà de cette restriction, c'est tout un contre-pouvoir qui est déstabilisé. « Si les pouvoirs institués sont bien au nombre de trois, c'est un quatrième pouvoir, non institué celui-là, que le XX^e siècle a appris à connaître¹⁵¹ », explique David Kessler. Il parle ici des médias. Ce haut fonctionnaire en veut pour preuve la communication croissante qui accompagne les décisions publiques et qui prend en compte « la façon dont elle sera reçue par les médias¹⁵² ». S'il estime que les médias sont un pouvoir, il nuance et

¹⁴⁹« Dans la peau d'un journaliste au Sahel », Reporters sans frontières, 3 avril 2023.

¹⁵⁰Id.

¹⁵¹Kessler, David. « Les médias sont-ils un pouvoir ? », *Pouvoirs*, vol. 143, no. 4, 2012, pp. 105-112.

¹⁵²Id.

explique que « la séparation des pouvoirs ne fonctionne qu'avec une certaine relativité, que les manipulations sont parfois réciproques, que les pratiques douteuses viennent autant de la presse que du politique. [...] La presse reste pourtant un bien plus que précieux parce qu'elle seule garantit contre l'arbitraire, protège de la propagande, exige la vérité ». Pour s'émanciper du pouvoir politique et militaire, les journalistes doivent donc trouver d'autres voies d'accès à l'information.

A. Les sources, le moteur du journalisme de guerre

1. Le rôle central des sources locales, réticentes à s'exprimer

Si les journalistes tendent à la recherche de la vérité, ils éprouvent une certaine difficulté à trouver une acceptation commune de la vérité journalistique¹⁵³. Cette recherche de vérité est mise en difficulté par la multiplicité des sources d'information qui rend les processus de synthèse, de recoupement, de vérification des vérifications et d'authentification des sources d'autant plus nécessaires, dans une « perspective d'objectivité maximale¹⁵⁴ ». Les sources sont un élément crucial du reportage, un format qui participe de l'émancipation du journaliste au pouvoir selon la philosophe et journaliste Géraldine Muhlmann¹⁵⁵.

Au Mali, l'armée bloquant l'accès aux zones de combat aux journalistes dès le début de l'opération Serval en 2013, les journalistes ont dû « ruser¹⁵⁶ », d'après Lucas Menget, rédacteur en chef d'*iTélé*. « Pour aller de manière “détournée” à Mopti, par exemple, c'était soit partir en pirogue, soit deux jours à pieds dans la brousse », raconte-t-il. Des journalistes de *TF1* et *M6* auraient même prêté des caméras à des habitants pour obtenir des images au-delà de la ligne de front. L'établissement d'un réseau de sources est également primordial dans le journalisme de guerre. Mais les habitants sont souvent récalcitrants à témoigner, même anonymement, auprès de médias étrangers, par peur de représailles. Ce constat ne s'est pas amélioré sur les dix années de l'intervention militaire française. Le 27 mars 2013, un reportage de *France 24* montre un homme qui renonce à témoigner : « J'ai peur parce qu'il y a une semaine, ils ont tué un homme ici à cause d'une caméra. Ils l'ont vu à la télé, ils l'ont enlevé, ils l'ont tué », raconte-t-il à la caméra. Le 8 février 2020, un éleveur malien,

¹⁵³Eyriès, Alexandre. « Bill Kovach, Tom Rosenstiel, *Principes du journalisme. Ce que les journalistes doivent savoir; ce que le public doit exiger*. Trad. de l'américain par Monique Berry, Paris, Gallimard, coll. Folio actuel, 2014 [2001], 384 pages », *Questions de communication*, vol. 28, no. 2, 2015, pp. 365-367.

¹⁵⁴Id.

¹⁵⁵Muhlmann, Géraldine. « Le gros mot de contre-pouvoir », *Pouvoirs*, vol. 119, no. 4, 2006, pp. 55-70.

¹⁵⁶Armati, Lucas, Dassonville, Aude, Senejoux, Richard, et Tesquet, Olivier. « Guerre au Mali : comment s'en tirent les médias français ? », *Télérama*, 24 janvier 2013.

interviewé quelques semaines auparavant dans le cadre d'un reportage *France 24* est enlevé puis assassiné. Selon la chaîne de télévision, « les terroristes savent tout et sur tous, sans délai, de la présence des militaires dans les villages à l'identité des habitants qui leur parlent, rien ne permet d'affirmer que le floutage de Sadou Yehia lui aurait garanti une quelconque sécurité. Dans ce contexte, l'anonymisation est illusoire¹⁵⁷ ». Pour pallier la réticence des interlocuteurs à s'exprimer aux médias, les journalistes s'appuient sur un réseau de longue date, comme l'explique Christophe Boisbouvier, le directeur adjoint de *RFI* :

« Au Mali et au Burkina Faso, beaucoup de personnes ont grandi avec *RFI*. Et nos journalistes continuent d'avoir des conversations téléphoniques suivies avec des sources fiables. Malgré la terrible pression des terroristes dans le nord du Mali, nous avons des interlocuteurs diversifiés ; les touaregs, les songhaï, les bambaras... Et même si les autorités maliennes et burkinabées ne nous parlent plus officiellement, grâce, là aussi, à des liens de confiance créés sur le temps long, nous avons accès à des informations en "off". Finalement, tout le monde continue de nous parler¹⁵⁸. »

L'absence de témoignages de civils se perçoit dans les premiers reportages de Jean-Philippe Rémy, le correspondant régional du *Monde*. Dans un reportage du 18 janvier 2013, le journaliste évoque « des paysans qui vont à pied aux champs, des magasins qui rouvrent dans les villes et, sur les routes, des conducteurs de motos bourdonnantes, boubous gonflés par le vent¹⁵⁹ ». Si le correspondant décrit les habitants de Markala, dans le nord du Mali, il ne leur donne pas la parole. À la place, un lieutenant-colonel français et le préfet de Niono s'adressent au journaliste pour discuter de la situation militaire. D'après le préfet, cette absence de témoignages d'habitants s'explique par les tentatives d'AQMI et d'Ansar Eddine de se cacher dans la population.

En janvier, Jean-Philippe Rémy se rend à Mopti en pirogue, de façon indépendante. Il livre le témoignage de Mohammed Touré, un coiffeur, arrêté et fouetté par des miliciens islamistes, dans sa chronique « Échos sur l'eau d'une guerre lointaine ». Mohammed Touré, lui indique qu'à Tombouctou et à Gao, « les frappes se poursuivent, les lignes téléphoniques et les routes sont coupées. Il n'y a pas de témoins extérieurs¹⁶⁰ », signe de la difficulté d'obtenir des informations via des sources locales. Dans un autre article du 28 janvier,

¹⁵⁷Extrait du communiqué « France 24 s'exprime sur le drame de l'assassinat de Sadou Yehia », *France 24*, 12 février 2020.

¹⁵⁸Id.

¹⁵⁹Rémy, Jean-Philippe. « Mali : à Markala, l'armée française se prépare à l'affrontement », *Le Monde*, 18 janvier 2013.

¹⁶⁰Rémy, Jean-Philippe. « Échos sur l'eau d'une guerre lointaine », *Le Monde*, 25 janvier 2013.

Jean-Philippe Rémy collecte « des témoignages parcellaires, recueillis par téléphone¹⁶¹ ». Il explique que « la proportion d'éléments tués dans les frappes ou ayant abandonné le combat est impossible à vérifier de manière indépendante. À de rares exceptions près, la presse est tenue à l'écart de toutes les zones du nord où s'est opérée l'avancée de l'armée française et de l'armée malienne ». Il parvient toutefois à s'appuyer sur des témoins, qui le renseignent sur les zones de tirs, et sur « des sources en ville » qui lui permettent d'établir le nombre de corps inhumés et de civils tués. Il précise néanmoins que « la presse n'est pas en mesure de l'établir avec certitude ». Il cite pour le démontrer un capitaine malien « chargé de veiller à ce qu'aucun journaliste ne parvienne à prendre la route de Gao ». Celui-ci affirme : « Nous sommes des soldats. On ne peut pas tout dire. On ne peut pas tout montrer. C'est une visite guidée. » L'expression est identique à celle d'un officier lors de la reprise de Konna¹⁶². Jean-Philippe Rémy explique qu'« il faut donc s'échapper, dans les ruelles, pour recueillir des témoignages ». Les témoignages des habitants permettent de se rendre compte de la réalité vécue par les civils pendant les reconquêtes des villes mais aussi d'acquérir des informations sur les combats.

Entre 2015 et 2019, Morgane Le Cam est correspondante pour *Le Monde* au Sahel. Alors que les régions du Centre et du Nord du Mali sont établies comme des zones rouges par le ministère des Affaires étrangères et que le Sud et la capitale sont des zones oranges, la journaliste se trouve dans le pays entre 2018 et 2019. Face aux dangers croissants, elle se déplace « surtout avec les casques bleus de la Minusma¹⁶³ ». « On embarquait dans leurs blindés pour accéder aux villages du Nord et du Centre », explique-t-elle. Pour se protéger elle comme ses sources, la reporter limite ses déplacements. « Je prenais un avion militaire des Nations Unies. J'allais à l'hôtel, je m'y cachais. Je faisais venir mes sources à mon hôtel. Une fois qu'on est repérés, c'est assez facile d'organiser un kidnapping, donc j'essayais de ne pas rester plus de trois ou quatre nuits¹⁶⁴ », témoigne Morgane Le Cam.

Le 14 juin 2019 elle écrit l'article « Au Sahel, l'engrenage des conflits communautaires et le poison djihadiste¹⁶⁵ ». Les groupes djihadistes ont alors évolué vers le centre du pays et les violences entre communautés peules, bambaras et dogonnes se sont

¹⁶¹Rémy, Jean-Philippe. « Opération "Serval" : L'armée française prend le contrôle de Tombouctou », *Le Monde*, 28 janvier 2013.

¹⁶²Berthemet, Tanguy. « Mali: la guerre en visite guidée pour la presse internationale », *Le Figaro*, 27 janvier 2013.

¹⁶³Entretien avec Morgane Le Cam, correspondante au Mali du *Monde* de 2018 à 2019.

¹⁶⁴Id.

¹⁶⁵Bensimon, Cyril, Douce, Sophie, et Le Cam, Morgane. « Au Sahel, l'engrenage des conflits communautaires et le poison djihadiste », *Le Monde*, 14 juin 2019.

exacerbées. Si la situation sécuritaire s'est dégradée, la journaliste parvient à se rendre Heremakono, un village peul dans le Centre, où treize habitants ont été tués en mai, ainsi qu'à Niono, une ville voisine où une réunion a été organisée pour accueillir la Minusma. « J'étais partie avec la division des droits de l'homme de la Minusma. Je les accompagnais pendant qu'ils essayaient de récupérer des preuves sur place. », raconte la journaliste. C'est dans ce cadre qu'elle parvient à recueillir des témoignages de sources locales, comme celui d'un « rescapé peul d'Heremakono », d'un responsable local d'une association de défense des Peuls ou encore d'un « soldat rencontré à Niono » et de plusieurs dozos.

Malgré l'escorte régulière de la Minusma, la journaliste doit user d'autres moyens, plus discrets, pour accéder aux témoignages des sources. « À la fin, on ne pouvait plus aller dans le Centre ou dans le Nord. Je faisais venir des témoins dans des maisons un peu planquées de Bamako pour pouvoir leur parler. », confie-t-elle. Toutefois, l'arrivée de la société paramilitaire russe Wagner complique encore l'exercice du métier de journaliste, comme l'explique Morgane Le Cam.

« Quand j'étais arrivée à Bamako [en août 2018], c'était plutôt calme. Il y avait la guerre mais on avait des bonnes relations avec les équipes du président et du gouvernement. Après le coup d'État, j'avais aussi de très bonnes relations avec la première junte. Quand Wagner est arrivé, en mai 2021, on s'est demandé si les Russes n'avaient pas donné comme consignes au gouvernement et aux militaires au pouvoir de ne plus parler à la presse française et de nous mettre des bâtons dans les roues. Notre situation s'est vraiment dégradée à partir de là¹⁶⁶. »

Si Morgane Le Cam quitte le Mali fin 2019, c'est en mars 2022, alors qu'elle publie une enquête sur un camp de torture tenu par Wagner et l'armée malienne dans le centre du pays¹⁶⁷, que la journaliste est menacée. « Je ne peux plus aller là-bas depuis janvier 2022. Des sources m'ont dit que j'étais recherchée par les services secrets maliens. Maintenant, on passe par des messageries cryptées, Signal ou WhatsApp. C'est plus sécurisé pour les témoins de le faire maintenant à distance¹⁶⁸ », raconte-t-elle. Ainsi, si la situation sécuritaire s'est dégradée au Mali, les journalistes parviennent tout de même à trouver des voies d'accès nouvelles au terrain et aux sources.

¹⁶⁶ Entretien avec Morgane Le Cam, correspondante pour *Le Monde* de 2018 à 2019.

¹⁶⁷ Le Cam, Morgane. « “Ce camp est devenu un centre de torture” : au Mali, l'armée et Wagner accusés d'exactions sur des civils », *Le Monde*, 13 mars 2022.

¹⁶⁸ Entretien avec Morgane Le Cam, correspondante au Mali du *Le Monde* de 2018 à 2019.

2. Le rôle du fixeur

Face aux difficultés d'accéder aux témoignages de sources locales, les journalistes font régulièrement appel à des fixeurs. Travaillant aux côtés des envoyés spéciaux et des correspondants, ces informateurs locaux organisent la tenue de reportages, traduisent mais servent aussi de guides, d'accompagnateurs ou de chauffeurs. Leur connaissance du terrain permet aux journalistes d'avoir accès à certaines zones et sources en plus grande sécurité. Ils sont parfois eux-mêmes journalistes dans leur pays ou bien simples citoyens. Face aux barrages des armées française et malienne pour accéder au nord du Mali dans les premiers mois du conflit, les journalistes demandent l'aide de fixeurs pour s'y rendre. Un envoyé spécial au Mali raconte au *Télégramme* qu'ayant « pris la décision de monter vers le nord par [s]es propres moyens », son fixeur « avait trouvé un 4X4 avec un chauffeur “qui connaît très bien le nord”¹⁶⁹ ». Toutefois, les fixeurs ne protègent pas de tous les dangers. C'est ainsi que les journalistes Ghislaine Dupont et Claude Verlon, qui se rendaient à Kidal pour interviewer un cadre du MNLA accompagné de leur fixeur-chauffeur, se sont fait enlever puis assassiner. Lors de la prise d'otage des deux journalistes, « le fixeur, une arme braquée sur lui, est couché au sol, sur le ventre¹⁷⁰ », preuve que ces guides ne sont pas à l'abri du danger eux-mêmes. Le cas du fixeur du journaliste Olivier Dubois est particulier, du fait de ses liens avec les renseignements français. Toutefois, les deux hommes travaillaient ensemble depuis plusieurs années. Son fixeur, un jeune Touareg, facilitait les contacts entre le correspondant et différentes personnalités du nord du Mali, notamment du GSIM, dont il est proche. C'est notamment lui qui organisera la rencontre entre Olivier Dubois et un chef djihadiste le 8 avril 2021, jour de son enlèvement. Abdallah Ag Albakaye, le chef djihadiste en question, est pourtant très discret et « très peu mobile¹⁷¹ ». Une entrevue aurait été impossible sans la médiation du fixeur d'Olivier Dubois. Ainsi, bien que le fixeur joue un rôle essentiel dans l'accessibilité aux sources et au terrain, sa protection reste relative.

¹⁶⁹« Mali, dix jours sur les pistes », *Télégramme*, 10 janvier 2013.

¹⁷⁰Baché, David, et Oberlé, Thierry. « Mali: à la recherche des tueurs «froids» du désert de Kidal », *Le Figaro*, 3 novembre 2013.

¹⁷¹Le Cam, Morgane. « Derrière l'enlèvement du journaliste Olivier Dubois au Mali, les manœuvres et les ratés des autorités françaises », *Le Monde*, 16 mai 2023.

B. Le rôle des enquêtes journalistiques en zone de guerre

1. Le journalisme d'investigation, un contre-pouvoir mis en difficulté faute d'informations fiables

Au même titre que le reportage, l'enquête joue un rôle essentiel dans la médiatisation d'une guerre. Les investigations peuvent notamment mettre en lumière les violations des droits de l'homme, les abus et les crimes de guerre commis par les parties en conflit. Dans l'ouvrage de Bill Kovach et Tom Rosenstiel, *Principes du journalisme. Ce que les journalistes doivent savoir, ce que le public doit exiger*, les auteurs s'interrogent sur le rôle de contre-pouvoir de la presse¹⁷². S'appuyant sur l'exemple du prix Pulitzer, qui récompense des articles issus du journalisme d'investigation, ils revendiquent une « mission militante, réformatrice et dénonciatrice de la presse¹⁷³ ». Toutefois, le journalisme d'investigation n'est pas systématiquement un moyen de contrer le pouvoir en place. Le journaliste peut également faire figure de *watchdog*, un chien de garde, communiquant des informations cruciales au public pour sa compréhension du monde. De cette façon, les journalistes d'investigation « constituent un rempart de la démocratie même s'il ne faut bien sûr pas exagérer leur importance, ni minimiser les nombreuses zones de rencontre entre les intérêts financiers et politiques et les collusions de toutes sortes¹⁷⁴ ».

Dès le début de l'intervention française au Mali, des enquêtes sont menées par les journalistes, notamment sur les exactions et les tueries de civils. Dans le cas des guerres asymétriques, la majorité des victimes sont en effet des civils¹⁷⁵. Selon Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « de nombreux éléments laissent à penser qu'ils sont effectivement les premières victimes de la lutte antiterroriste », « les forces armées et leurs alliés miliciens au Mali dispos[ant] d'une puissance de feu supérieure à celle des insurgés ». *Le Monde* alerte sur la possibilité d'exactions au Mali le 15 janvier avec un article « Les allégations sur des exactions de l'armée malienne se multiplient ». Les sources jouent un rôle majeur dans les enquêtes. La journaliste Hélène Sallon, qui a écrit l'article, reçoit ainsi le témoignage par téléphone d'un habitant de Mopti, au centre du pays, qui lui décrit une « chasse à l'homme » menée par l'armée malienne contre les civils soupçonnés d'appartenir ou d'aider les groupes

¹⁷²Eyriès, Alexandre. « Bill Kovach, Tom Rosenstiel, *Principes du journalisme. Ce que les journalistes doivent savoir, ce que le public doit exiger*. Trad. de l'américain par Monique Berry, Paris, Gallimard, coll. Folio actuel, 2014 [2001], 384 pages », *Questions de communication*, vol. 28, no. 2, 2015, pp. 365-367.

¹⁷³Id.

¹⁷⁴Id.

¹⁷⁵Pérouse de Montclos, Marc-Antoine. *Une guerre perdue, la France au Sahel*. Éditions JC Lattès, 2020.

djihadistes. Toutefois, la journaliste bute à vérifier les « rumeurs », « rien ne permet[tant] pour l’instant de les accréditer ». Marc-Antoine Pérouse de Montclos explique que « faute d’accès au terrain, il est [...] difficile de savoir qui tue qui¹⁷⁶ ». Selon lui, « la qualité, l’impartialité et la fiabilité des sources utilisées ne sont pas les seules en cause. Bien souvent, les parties au conflit annoncent des nombres de morts que les médias ou les ONG relaient sans être en mesure ni d’aller vérifier leur exactitude ni d’établir les responsabilités des divers protagonistes impliqués dans les tueries¹⁷⁷ ». Il ajoute que « pour échapper aux efforts de propagande militaire et de manipulation politique, l’observateur avisé est donc obligé de recentrer et limiter son analyse aux seuls événements qui peuvent être recoupés et sur lesquels on dispose de suffisamment d’informations pour pouvoir déterminer les auteurs des tueries¹⁷⁸ ».

Toutefois, les décomptes officiels sont souvent sous-évalués en comparaison aux chiffres qui circulent officieusement dans les populations locales. Pour Marc-Antoine Pérouse de Montclos, la difficulté de rapporter les exactions de l’armée malienne « tient aussi à un certain parti pris¹⁷⁹ ». « Beaucoup d’observateurs et de décideurs rechignent à évoquer les exactions des forces qui combattent “l’abomination djihadiste”, incarnation contemporaine et presque parfaite du mal à l’état pur¹⁸⁰ », selon lui. Au Mali, il n’existe pas de base de données recensant le nombre d’exactions et de tueries. Le ministère de la Défense français ne publie que des chiffres concernant les affrontements entre les militaires français et les djihadistes.

2. L’étroite collaboration entre journalistes et les acteurs sur le terrain

Les enquêtes au Mali sont davantage un relais et un complément aux enquêtes judiciaires et d’ONG que la source primaire de révélations. « Quand on pouvait encore faire du terrain, les informations données par les ONG nous permettaient de recouper les informations qu’on recueillait avec d’autres sources. Elles facilitaient aussi notre accès au terrain¹⁸¹ », confirme la journaliste du *Monde* Morgane Le Cam. Le travail des journalistes reste néanmoins primordial en ce qu’il permet la vérification, le recoupement et la fiabilité des informations du monde associatif. Dans le cas d’Hélène Sallon, elle utilise les informations

¹⁷⁶Pérouse de Montclos, Marc-Antoine. *Une guerre perdue, la France au Sahel*. Éditions JC Lattès, 2020.

¹⁷⁷Id.

¹⁷⁸Id.

¹⁷⁹Id.

¹⁸⁰Id.

¹⁸¹Entretien avec Morgane Le Cam, correspondante au Mali du *Le Monde* de 2018 à 2019.

recueillies par la Fédération internationale des droits de l'homme, dont elle complète les propos en interrogeant des sources locales. En mars 2022, Morgane Le Cam révèle l'existence d'un camp de torture installé par la société paramilitaire russe et l'armée malienne au centre du pays. La journaliste est parvenue à avoir accès au témoignage d'un éleveur peul, détenu et torturé dans un camp de l'armée malienne, recueilli par un défenseur des droits de l'homme. Elle précise que « *Le Monde* a eu accès [au témoignage] avant d'en recouper les détails auprès de sources internationales et locales¹⁸² ». Le journal s'est également procuré une photo et des vidéos ainsi qu'un rapport de l'organisation Human Rights Watch. Si la base de cette enquête provient principalement de sources humanitaires, le recoupement d'informations effectué par *Le Monde* apporte une plus grande fiabilité. Ainsi dans l'article retrouve-t-on une énumération des sources auquel le journal a eu accès : « un défenseur des droits de l'homme », « une source humanitaire internationale », « l'organisation Human Rights Watch », « des sources humanitaires internationales et sécuritaires locales », « une source internationale », mais aussi les réponses des autorités maliennes face à ces accusations. En septembre 2022, Cyril Bensimon publie l'enquête « Au Mali, l'armée et ses milices accusées de violences sexuelles et de pillages dans le centre du pays » dans *Le Monde*. D'entrée, le journaliste indique que « les informations sont encore parcellaires et [que] les voix qui s'expriment requièrent l'anonymat par crainte de représailles¹⁸³ ». Une nouvelle preuve de la difficulté d'enquêter dans cette région. Là encore, on peut lire « selon plusieurs sources », « d'après un observateur attentif de la région », « des témoignages obtenus par *RFI* », « le quotidien malien *Le Pays* ». Le journaliste s'appuie également sur des sources universitaires comme Boubacar Ba, le directeur du Centre d'analyse sur la gouvernance et la sécurité au Sahel.

De plus, s'il n'existe pas de décomptes officiels des exactions sur les civils, le travail des journalistes sur le terrain permet d'établir des ébauches de recensements. En avril 2018, Morgane Le Cam donne un décompte réalisé par *Le Monde Afrique* selon lequel, depuis fin 2016, « les allégations formulées à l'encontre des forces armées maliennes concernent au moins 68 morts¹⁸⁴ ». Le 23 novembre 2018, les journalistes du *Monde* Charlotte Bozonnet et

¹⁸²Le Cam, Morgane. « “Ce camp est devenu un centre de torture” : au Mali, l'armée et Wagner accusés d'exactions sur des civils », *Le Monde*, 12 mars 2022.

¹⁸³Bensimon, Cyril. « Au Mali, l'armée et ses milices accusées de violences sexuelles et de pillages dans le centre du pays », *Le Monde*, 7 septembre 2022.

¹⁸⁴Le Cam, Morgane. « Au Mali, les autorités enquêtent sur des soupçons d'“exécutions sommaires” par l'armée », *Le Monde*, 13 avril 2018.

Nathalie Guibert indiquent qu' « au total, trente-quatre terroristes ont été neutralisés, selon les informations du *Monde*¹⁸⁵ ».

Jusque-là, les enquêtes sur le conflit au Mali portaient principalement sur les exactions de l'armée malienne et de la milice Wagner sur les civils. Le 16 mai 2023, *Le Monde* publie conjointement avec d'autres médias une enquête sur les coulisses de l'enlèvement d'Olivier Dubois. Cette enquête est le fruit d'un an et demi de travail et se veut « compromettante pour l'État français¹⁸⁶ ». L'expression confirme le rôle de contre-pouvoir tel qu'il est exprimé par Bill Kovach et Tom Rosenstiel. Le journal révèle que « les militaires de l'opération "Barkhane" ont utilisé le journaliste à son insu pour tenter de localiser un chef djihadiste, sans empêcher son enlèvement¹⁸⁷ ». Les médias qui ont enquêté sont parvenus à avoir accès à « quelque 180 pages de documents judiciaires français et maliens ». *Le Monde* a multiplié ses sources, parvenant à avoir accès à « un enregistrement audio », à « une lettre » de la porte-parole du Quai d'Orsay et à « une enquête interne » de l'inspection générale de l'armée française. L'investigation participe à pallier le manque de transparence de l'État français, confirmant le rôle démocratique du journalisme d'enquête. Toutefois, Morgane Le Cam, qui a participé à l'enquête pour *Le Monde*, relativise les répercussions de cette dernière: « C'était important que les méthodes de l'armée française et des renseignements militaires soient mises sur la place publique. Mais, en termes d'impact, ça ne va rien changer¹⁸⁸. »

3. Les images amateurs, de plus en plus utilisées dans les enquêtes journalistiques

Les images et sources librement accessibles en ligne constituent un support de plus en plus utilisé par les médias pour enquêter. Dans le cadre d'une enquête vidéo publiée le 14 novembre 2021 sur sa chaîne Youtube, *Le Monde* a collecté et analysé des vidéos de propagande djihadiste au Sahel¹⁸⁹. En comparant ces vidéos à des images satellites, les journalistes parviennent à établir la position géographique des djihadistes. Ils déterminent également la nature de leurs armes et l'heure des attaques djihadistes grâce aux ombres des objets présents sur les images. D'autres enquêtes de médias sont réalisées à partir de contenus

¹⁸⁵Bozonnet, Charlotte, et Guibert, Nathalie. « Un important chef djihadiste "probablement" tué par l'armée française au Mali », *Le Monde*, 23 novembre 2018.

¹⁸⁶Le Cam, Morgane. « Derrière l'enlèvement du journaliste Olivier Dubois au Mali, les manœuvres et les ratés des autorités françaises », *Le Monde*, 16 mai 2023.

¹⁸⁷Id.

¹⁸⁸Entretien avec Morgane Le Cam, correspondante au Mali du *Le Monde* de 2018 à 2019.

¹⁸⁹« Djihadistes au Sahel : enquête sur leurs armes et leurs méthodes », *Le Monde* (Youtube), 14 novembre 2021.

amateurs. C'est le cas de *France 24* et de son émission *Les Observateurs*. Pour l'épisode du 20 juin 2022, « Enquête sur un massacre imputé à l'armée malienne », les journalistes ont reçu huit vidéos d'habitants du village de Nia Ouro, montrant des cadavres, via l'application de messagerie WhatsApp. Par précaution, le témoin est flouté, sa voix modifiée et son nom changé. Toujours dans un souci de fiabilité, les journalistes recourent les informations en comparant les vidéos des habitants à des images satellites de Google Earth et de la Nasa. L'évolution des moyens de communication permet ainsi la transformation des méthodes d'enquête.

C. Le rôle des experts dans la légitimation de l'intervention française au Mali

1. Le recours aux paroles extérieures dans un journal : une légitimation du discours journalistique

Les journaux ne font pas uniquement appel à des journalistes dans leurs colonnes. Des chercheurs et des experts sont souvent sollicités. D'après la chercheuse en sciences de l'information et de la communication Aurélie Tavernier, « le recours journalistique aux paroles extérieures rapportées – que ce soit sous forme de citations, d'interviews, de tribunes – apparaît comme un trait caractéristique de l'écriture de presse et constitue à ce titre l'un des formants du travail d'information¹⁹⁰ ». Selon elle, cette « écriture par concessions » s'inscrit dans « un processus progressif d'anonymisation du discours journalistique » en intégrant des « voix qu'il [le journal] n'intègre plus comme siennes. » La parole du chercheur ou de l'expert constitue bien plus qu'une source : il participe à la légitimation du discours journalistique grâce à l'autorité qui lui est imputée. Aurélie Tavernier parle « de co-construction du discours d'information qui se nourrit de la parole d'expert ». Ainsi, c'est parce que l'expert est légitime, que sa parole est donnée.

La chercheuse distingue trois figures principales : le « chercheur », « qui comprend et explique le monde social grâce à des méthodes spécifiques » ; l'« expert », « qui utilise sa connaissance dans un domaine spécifique pour répondre à des demandes pratiques, politiques ou professionnelles » et celui du « savant », « dont la tâche est de justifier ou de critiquer une situation au nom de certaines valeurs ». Si le discours de l'expert, qu'il se donne à lire dans une interview ou dans une tribune, tend à anonymiser le discours du journal, il est bien

¹⁹⁰Tavernier, Aurélie. « Rhétoriques journalistiques de médiatisation. La co-construction de l'expertise », *Questions de communication*, vol. 16, no. 2, 2009, pp. 71-96.

souvent le reflet de ce dernier¹⁹¹. C'est que confirme une journaliste de *Libération* à Aurélie Tavernier : « Quelquefois l'expert c'est celui qui est légitime à dire ce que nous on sait mais qu'on ne peut pas dire ».

2. Les experts dans *Le Monde* : des discours souvent alignés sur ceux du journal

Le Monde a eu recours de nombreuses fois à la parole d'experts, au début de l'opération Serval, comme à la fin de l'opération Barkhane. Dès le 14 janvier 2013, quelques jours après le lancement de l'intervention française au Mali, le journal publie l'article « Mali : l'opération "Serval" est-elle légale ? », faisant intervenir Bélich Nabli, directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques et spécialiste du droit public. Ici, il agit dans le rôle de « chercheur », d'après la définition d'Aurélie Tavernier, puisqu'il se contente de produire « une analyse descriptive » et n'émet pas d'évaluation et de prescription normative. Bélich Nabli rend simplement compte de la procédure légale qui accompagne une opex. Si le journaliste est en mesure d'avoir accès à ces informations par des recherches, il préfère déléguer la parole à un directeur de recherche, dont la parole est légitimée par son statut.

Le journal est également un relais important de tribunes. Selon Aurélie Tavernier, la tribune est « un espace réservé à l'opinion et au commentaire, formellement séparé de la scène énonciative où se déploie le discours du journaliste dont la compétence professionnelle peut alors revendiquer le monopole de l'objectivité et du discours sur les faits¹⁹² ». Dès le 14 janvier 2013, Albert Bourgi, professeur émérite de droit public, publie une tribune dans *Le Monde*, dans laquelle il estime que l'opération militaire se justifie « au regard des dangers que représentent les activités de groupes terroristes¹⁹³ » mais qu'elle n'est « pas exempte de risques en termes d'enlèvement et d'instabilité durable de toute la région ouest-africaine ». Si le professeur exprime sa propre opinion, force est de constater que sa position s'aligne sensiblement à celle du *Monde*, comme étudié précédemment. Plusieurs tribunes écrites par divers chercheurs et experts au début de l'opération Serval légitiment l'intervention française au Mali¹⁹⁴, bien qu'elles indiquent les risques d'enlèvement et d'interventionnisme¹⁹⁵. D'autres

¹⁹¹Id.

¹⁹²Tavernier, Aurélie. « Rhétoriques journalistiques de médiatisation. La co-construction de l'expertise », *Questions de communication*, vol. 16, no. 2, 2009, pp. 71-96.

¹⁹³Bourgi, Albert. « Sortir le Mali du vide politique », *Le Monde*, 14 janvier 2013.

¹⁹⁴Chaigneau, Pascal. « Opération "Serval" : Empêchons la création d'un "Sahelistan" », *Le Monde*, 14 janvier 2013. Sallon, Hélène. « "Il y avait un risque d'implosion du Mali" », *Le Monde*, 15 janvier 2013. Traoré, Boubacar S.. « "Les maliens ont cru à la fin de leur pays" », *Le Monde*, 17 janvier 2013.

¹⁹⁵Kepel, Gilles. « Opération "Serval" : Insoutenable solitude française au Mali », *Le Monde*, 17 janvier 2013.

tribunes sont franchement critiques bien qu'elles soient minoritaires. C'est le cas de celle de Michel Galy, politologue et professeur de géopolitique à l'Institut des relations internationales, pour qui « la France est bien en retard d'une décolonisation au Mali¹⁹⁶ ». Même l'ancien président de la République Valéry Giscard d'Estaing mettait en garde dans les colonnes du Monde contre « le risque d'une action “néocolonialiste” au Mali¹⁹⁷ ».

Au moment de l'annonce du retrait des troupes françaises du Mali, le journal donne à nouveau la parole à des experts pour commenter rétrospectivement les opérations Serval et Barkhane. Cette fois, les tribunes sont univoques : l'opération Barkhane était un échec. Un constat partagé par *Le Monde* à la fin de l'opex, comme nous l'avons vu. Le 3 février 2022, l'ancien lieutenant-colonel Guillaume Ancel publie la tribune « “Il serait temps, à l'approche de la présidentielle, de s'interroger sur nos interventions militaires” ». Voilà le résumé qu'il donne de l'intervention française au Mali : « Dix ans d'engagements, avec pour meilleur résultat d'être désormais unanimement détestés dans la région, des gouvernements captés par des militaires, des sociétés en déroute, des “menaces” islamistes qui ont moins de lien avec la religion qu'avec des mouvements qui canalisent toutes les frustrations... cela ressemble à un chaos¹⁹⁸ ». D'autres tribunes sont publiées, sur la même ligne, semblable à celle du *Monde*¹⁹⁹. Toutefois, dans les jours qui suivent l'interruption de l'opération Barkhane, non seulement aucune tribune n'est publiée, mais même les articles traitant du sujet se comptent au goutte à goutte. On peut y voir le désintérêt croissant pour le pays. Il faut attendre 2023 pour que de nouvelles tribunes et entretiens, toujours critiques, soient publiées sur le sujet²⁰⁰.

En somme, les reporters de guerre au Mali effectuent un travail de terrain qui leur permet d'accéder à des sources variées et d'enquêter, malgré les difficultés sécuritaires et diplomatiques. La délégation de la parole à des experts permet en outre d'exprimer des opinions légitimes qui n'émanent pas des institutions officielles, bien qu'elles s'alignent souvent aux positions du *Monde*.

¹⁹⁶Galy, Michel. « Opération “Serval” : Un nouvel avatar de la Françafrique », *Le Monde*, 17 janvier 2013.

¹⁹⁷ « “VGE” dénonce le risque d'une action “néocolonialiste” au Mali », *Le Monde*, 16 janvier 2013.

¹⁹⁸Ancel, Guillaume. « “Il serait temps, à l'approche de la présidentielle, de s'interroger sur nos interventions militaires” », *Le Monde*, 3 février 2022.

¹⁹⁹Pérouse de Montclos, Marc-Antoine. « “Les revers de la France au Sahel ont mis en évidence son impuissance en Afrique” », *Le Monde*, 16 février 2022. Bagayoko, Niagalé. « Niagalé Bagayoko : “Les marges de manœuvre de « Barkhane » pour se redéployer apparaissent aussi réduites que fragiles” », *Le Monde*, 16 février 2022.

²⁰⁰Clément-Bollée, Bruno. « “Fini, l'Afrique dominée, place à l'Afrique souveraine et son message : l'Afrique aux Africains !” », *Le Monde*, 26 janvier 2023. Bensimon, Cyril. « “Au Sahel, les officiers français réfléchissaient avec un logiciel issu de la colonisation” », *Le Monde*, 6 janvier 2023. Tenenbaum, Elie. « “Pour les armées françaises en Afrique, pas d'influence sans présence” », *Le Monde*, 19 janvier 2023.

Conclusion

En somme, l'intervention française au Mali a fait l'objet d'un traitement médiatique symptomatique de la tendance de contrôle de l'armée bien que ce contrôle soit resté imparfait, les journalistes parvenant à s'émanciper des récits officiels grâce au travail de terrain.

Dans un premier temps, nous avons vu que la relation entre armées et médias est ancienne. Cheville ouvrière de la propagande étatique pendant les guerres mondiales, le rôle de la presse a évolué avec la démocratisation des sociétés. S'ils ne sont plus des relais de propagande, les médias voient leur marge de manœuvre restreinte par l'institution militaire qui sait les employer pour influencer l'opinion publique lors de ses guerres. S'en est suivi une rationalisation généralisée de l'encadrement des journalistes, qui a donné naissance au système des *pools* pendant la première guerre du Golfe et à l'*embedding* pendant la guerre en Irak. Au Mali, les journalistes ont également été intégrés à l'armée, de l'opération Serval à Barkhane. Afin de gagner l'opinion publique, les responsables politico-militaires doivent légitimer l'intervention française au Mali. Alors que les journalistes sont gardés loin du front au début de l'opération Serval, l'institution militaire met ainsi en scène ses soldats et ses équipements militaires.

Les médias participent également à la légitimation de l'opex française. Tout d'abord, en mettant le conflit malien sur l'agenda médiatique, ils décrètent les sujets dignes d'intérêt pour le public. Si la présence d'intérêts français a été le principal levier de médiatisation au début du conflit, l'enlisement de l'opération Barkhane a provoqué une « fatigue médiatique » menant à une médiatisation décroissante de l'opex. Ensuite, malgré une certaine prise de recul, les journalistes du *Monde* se sont globalement alignés sur la communication officielle, légitimant les raisons de l'intervention française au Mali et qualifiant l'opération Serval de succès militaire. C'est au moment de l'opération Barkhane que des réserves plus franches commencent à être émises et à la fin de l'opex que les journalistes considèrent l'intervention militaire comme un échec. Ainsi, cet éloignement du discours politico-militaire pointe l'indépendance de la rédaction du *Monde*, qui, lorsqu'elle s'aligne sur les positions officielles le fait en fonction de son idéologie. La légitimation de l'opex passe par un discours précis, construit autour d'un ennemi consensuel à abattre, le « terroriste », et d'un soutien militaire apporté à un pays ravagé par le djihadisme et la corruption, dont l'armée nationale est totalement démunie. Si *Le Monde* ne reprend pas la terminologie du « terroriste », elle partage le constat d'un pays dévasté qu'il faut secourir.

Dans une deuxième partie, nous avons observé que, sur le terrain, le travail des journalistes est empêché par le contrôle étroit des militaires. Après avoir été empêchés d'accéder au front les premiers mois de l'opération Serval, ils sont embarqués au côté de l'armée. La contrainte du dispositif se ressent dans les articles des journalistes du *Monde* dont les sources principales proviennent des militaires. Cette configuration s'explique par la nature asymétrique de la guerre au Mali. À défaut de pouvoir accéder au camp adverse, les journalistes français sont contraints de couvrir le conflit du point de vue des armées françaises et maliennes. Si les journalistes acceptent le dispositif, c'est également par souci de sécurité. Cibles privilégiées des djihadistes, les reporters de guerre sont susceptibles d'être pris en otage voire assassinés. Ce fut le cas des journalistes de *RFI* Ghislaine Dupont et Claude Verlon, mais également d'Olivier Dubois, libéré en mars 2023. Les journalistes qui refusent le dispositif d'*embedding* font face à des risques accrus puisqu'ils continuent de se rendre dans les territoires dangereux du Mali pour couvrir les zones de guerre. Parallèlement, la dégradation des relations diplomatiques entre la France et le Mali a fini de compliquer l'exercice du métier de reporter de guerre. Les médias *RFI* et *France 24* ont ainsi été refusés de diffusion, des journalistes se sont vus expulsés du territoire et les accréditations sont devenues de plus en plus difficiles à acquérir.

Enfin, nous avons vu que, face à ces obstacles, les journalistes parviennent à emprunter des voies alternatives pour trouver l'information. Le travail de terrain constitue une part fondamentale du métier de reporter de guerre en ce qu'il permet d'avoir accès à des sources locales. Si les habitants sont réticents à parler, par peur de représailles, les journalistes parviennent à les contacter par d'autres biais, comme le téléphone, et peuvent compter sur un réseau de longue date. Le journalisme d'investigation est un autre pan du journalisme de guerre. S'il constitue un moyen d'ériger le journalisme en contre-pouvoir, il connaît des limites en zone de guerre tant les informations sont difficiles à obtenir. La collaboration étroite entre les acteurs sur le terrain, notamment les ONG, permet néanmoins d'acquérir des bases de recensement et de mettre en lumière des exactions. Diversifiant les sources, les journalistes donnent en outre la parole à des experts. Si ces derniers ne sont pas des sources officielles, ils constituent néanmoins un reflet de l'opinion du journal. En déléguant la parole à une source légitime, le journal peut exprimer ce qu'il ne dit pas explicitement lui-même.

En somme, si la communication militaire verrouillée et les risques sécuritaires ont entravé le travail des journalistes du *Monde*, ceux-ci sont parvenus à diversifier leurs sources, à recouper leurs informations et à enquêter dans la mesure du possible. Ainsi, nous pouvons

arguer que le quotidien dispose d'une indépendance certaine qui lui permet de s'émanciper du pouvoir, fidèle au code de conduite énoncé par le fondateur du *Monde* Hubert Beuve-Méry, « le contact et la distance ».

Bibliographie

Ouvrages

- * Boulanger, Philippe. *Planète médias. Géopolitique des réseaux et de l'influence*. Armand Colin, 2021.
- * Eck, Hélène (dir). *La guerre des ondes : histoires des radios de langue française pendant la Deuxième Guerre mondiale*. Armand Colin, 1985.
- * Le Borgne, Claude. *Routes de sable et de nuages : Saint-Cyr, Sahara, Indochine, Liban, Algérie... une aventure humaine*, Albin Michel, 2015.
- * Lippman, Walter. *Public Opinion*, The Free Press, 1922.
- * Pérouse de Montclos, Marc-Antoine. *Une guerre perdue, la France au Sahel*. Éditions JC Lattès, 2020.
- * Roeder Jr, George. *The Censored War: American Visual Experience During World War Two*, Yale University Press, 1993.
- * Winkler, Allan M.. *Politics of Propaganda: The Office of War Information*, Yale University Press, 1942-1945.
- * Wolton, Dominique. *War Game : L'information et la guerre*, Flammarion, 1991.

Articles universitaires

- * Antil, Alain. « L'Afrique et la “guerre contre la terreur” », *Politique étrangère*, vol. , no. 3, 2006, pp. 583-591.

- * Arboit, Gérard. « Le journaliste est l’otage dans l’information de guerre », Centre Thucydide, *Annuaire français de relations internationales*, VII, Bruylant, 2007.
- * Belot, Céline. « XII. Quel rôle jouent les médias dans la justification des interventions armées ? Effets de cadrage sur les court et long termes », Jean Baechler éd., *L’Arrière*. Hermann, 2017, pp. 163-179.
- * Bizimana, Aimé-Jules. « Intégrer pour mieux surveiller les journalistes de guerre », *Les Cahiers de Journalisme*, n°22-23, 2011.
- * Bizimana, Aimé-Jules. « Les risques du journalisme dans les conflits armés », *Communication*, vol. 25, no. 1, 2006, pp. 84-111.
- * Borel, Aude. *L’intervention Serval au Mali : traitement médiatique et modalités de couverture d’une zone de conflit*. Mémoire de master de l’université Panthéon-Assas, mémoire de master. 2015.
- * Buchanan, Paul G. “Facilitated News as Controlled Information Flows: The Origins, Rationale and Dilemmas of ‘Embedded’ Journalism.” 2011. *Pacific Journalism Review*, vol. 17, no. 1, Asia Pacific Network, 2011, pp. 102–118.
- * Burgat, François. « L’islam des uns et l’islamisme des autres », 2007.
- * Chafiq, Chahla. « Qu’est-ce que l’islamisme ? Controverses et enjeux », *Islam politique, sexe et genre*. sous la direction de Chafiq Chahla. Presses Universitaires de France, 2011, pp. 5-32.
- * Dubuisson, François. « La définition du « terrorisme » : débats, enjeux et fonctions dans le discours juridique », *Confluences Méditerranée*, vol. 102, no. 3, 2017, pp. 29-45.
- * Eyriès, Alexandre. « Bill Kovach, Tom Rosenstiel, *Principes du journalisme. Ce que les journalistes doivent savoir, ce que le public doit exiger*. Trad. de l’américain par Monique Berry, Paris, Gallimard, coll. Folio actuel, 2014 [2001], 384 pages », *Questions de communication*, vol. 28, no. 2, 2015, pp. 365-367.

- * Kessler, David. « Les médias sont-ils un pouvoir ? », *Pouvoirs*, vol. 143, no. 4, 2012, pp. 105-112.
- * Makram, Abbès. « Pour un djihad contre le djihadisme », *Revue Esprit*, vol. 12, no. 430, 2016, pp.64-75.
- * Mercier, Arnaud. « Guerres et médias : permanences et mutations », *Raisons politiques*, vol. no 13, no. 1, 2004, pp. 97-109.
- * Mercier, Arnaud. « Quelle place pour les médias en temps de guerre ? », *Revue Internationale de la Croix-Rouge*, vol. 87, no. 860, 2005, pp. 649-659.
- * Muhlmann, Géraldine. « Le gros mot de contre-pouvoir », *Pouvoirs*, vol. 119, no. 4, 2006, pp. 55-70.
- * Ouakrat, Alan, Lorreine Petters, et Jérôme Pacouret. « Médias, innovez ! Construction et appropriations différenciées de l'injonction à l'innovation médiatique », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, vol. 23/1, no. 1, 2022, pp. 27-40.
- * Petit de Bantel, Maylis. « Le récit médiatique de la guerre : l'influence de la communication militaire sur la perception des opérations extérieures », *Sciences de l'information et de la communication*, 2017.
- * Seniguer, Haouès. « “Terrorisme(s)”, islamisme(s) et violences politiques dans le monde musulman contemporain », *Confluences Méditerranée*, vol. 85, no. 2, 2013, pp. 177-189.
- * Siegel, Pascale. *La Communication des armées*, Centre d'études en sciences sociales de la Défense, 1998.
- * Tavernier, Aurélie. « Rhétoriques journalistiques de médiatisation. La co-construction de l'expertise », *Questions de communication*, vol. 16, no. 2, 2009, pp. 71-96.

Articles de presse en ligne

- * Alonso, Pierre. « France au Mali: l'échec en trois temps de l'opération Barkhane », *Libération*, 14 février 2022.
- * Armati, Lucas, Dassonville, Aude, Senejoux, Richard et Tesquet, Olivier. « Guerre au Mali : comment s'en tirent les médias français ? », *Télérama*, 24 janvier 2013.
- * Baché, David et Oberlé, Thierry. « Mali: à la recherche des tueurs "froids" du désert de Kidal », *Le Figaro*, 3 novembre 2013.
- * Barbancey, Pierre. « Mali. Opération Barkhane : les raisons d'un échec », *L'Humanité*, 18 février 2022.
- * Barotte, Nicolas. « Après neuf ans au Mali, la France met fin à une mission impossible », *Le Figaro*, 16 août 2022.
- * Barotte, Nicolas. « Opération "Barkhane": la bataille de l'opinion est lancée », *Le Figaro*, 12 janvier 2021.
- * Bauer, Anna. « Barkhane : tirer les leçons d'un échec », *Les Échos*, 24 février 2022.
- * Bethemet, Tanguy. « Mali: la guerre en visite guidée pour la presse internationale », *Le Figaro*, 27 janvier 2013.
- * « Djihadisme », *Wikipedia*, Wikimedia Foundation, consulté le 18 mai 2022. <https://fr.wikipedia.org/wiki/Djihadisme>
- * Fleurot, Grégoire. « La Guerre au Mali a désormais des images », *Slate*, 17 mars 2013.
- * Fouchard, Anthony. « Au Sahel, l'armée française a tué au moins 2 800 présumés djihadistes », *Mediapart*, 16 février 2022.
- * Guisnel, Jean. « Des journalistes invités à suivre l'armée dans les Ifoghas », *Le Point*, 4 mars 2013.

- * Hofnung Thomas, et Larcher, Laurent. « Armée française au Sahel, les raisons d'un échec », *La Croix*, 11 janvier 2023.
- * Macé, Célian. « Parler avec les jihadistes ? Le dilemme qui agite le Mali », *Libération*, 14 avril 2017.
- * « Mali : comment informer face au “black out” militaire ? », *France Culture*, 19 janvier 2013.
- * « Mali, dix jours sur les pistes », *Télégramme*, 10 janvier 2013.
- * « Mali : on vous explique la situation entre Paris et Bamako depuis que la junte a décidé d'expulser l'ambassadeur français », *franceinfo avec AFP*, 2 février 2022.
- * « Mali : une guerre sans journaliste », *Le Point avec AFP*, 1 mars 2013.
- * Mary, Clémence. « Isabelle Veyrat-Masson: “Les médias ont développé un récit à suspense de la guerre en Ukraine” », *Libération*, 2 août 2022.
- * Merchet, Dominique. « Mali: les “colonnes jihadistes fonçant sur Bamako” en 2013, une légende! », *L'Opinion*, 12 février 2021.
- * Michel, Serge. « “Le Monde” lance Le Monde Afrique », *Le Monde*, 20 janvier 2015.
- * Quinton, François. « La “loi du nombre de morts-kilomètre” n'est pas automatique », *La Revue des Médias*, INA, 6 avril 2017.
- * Revel, Renaud. « Mali : une guerre sans image », *L'Express*, 14 janvier 2013.
- * Rotivel, Agnès. « Risques et dérives du journalisme de guerre », *La Croix*, 11 octobre 2013.
- * Vincent, Élise, « “Barkhane”, défaite d'une utopie politico-militaire », *Le Monde*, 18 février 2022.

Rapports, déclarations et communiqués

- * « Dans la peau d'un journaliste au Sahel », Reporters sans frontières, 3 avril 2013
- * Déclaration au conseil de sécurité de l'ONU à New York le 30 octobre 2017, citée par Châtaignier, Jean-Marc, mars 2019, « Sahel et France, enjeux d'une relation particulière », *Hérodote*, n°172, p.133.
- * Dufour, Julia. « Groupes armés au nord-Mali : état des lieux », Note d'Analyse du GRIP, 6 juillet 2012, Bruxelles.
- * Extrait du communiqué « France 24 s'exprime sur le drame de l'assassinat de Sadou Yehia » publié le 12 février 2020 sur le site internet de la chaîne.
- * Geel, Florent, Rabecq, Antonin, Traoré, Drissa et Carayoln, Rémy. *Dans le centre du Mali, les populations prises au piège du terrorisme et du contreterrorisme : Rapport d'enquête*, Paris, FIDH, p.78.
- * Global Terrorism Index. Capturing the Impact of Terrorism for the Last Decade, Institute for Economics and Peace, p. 12.
- * Gravellini, Jean-Marc. « Quelles sont les causes des crises multidimensionnelles qui touchent le Mali et le Burkina Faso ? », *Institut de Relations Internationales et Stratégiques*, 2 mars 2023.
- * « Guerre en Irak, la plus grande hécatombe pour la presse, mars 2003 – août 2010 », Reporters sans frontières, août 2010.
- * « Le CSA face à Envoyé Spécial : “cachez ces exactions que nous ne saurions voir” », Reporters sans frontières, 28 février 2013.
- * Mijatović, Dunja. « 'Not a Target' : la nécessité de renforcer la sécurité des journalistes qui couvrent des conflits », site du Conseil de l'Europe, 2 mai 2022.

- * Résolution 2085 du Conseil de sécurité des Nations Unies, « Le Conseil de sécurité autorise le déploiement d'une force internationale au Mali », 20 décembre 2012.

Corpus

- * Revault d'Allonnes, David. « Large consensus politique sur l'intervention française au Mali », *Le Monde*, 12 janvier 2013.
- * Bernard, Philippe. « Mali, l'inexorable décomposition d'une vitrine de la démocratie africaine », *Le Monde*, 12 janvier 2013.
- * Guibert, Nathalie. « Mali : après la mort rapide d'un officier, l'opération militaire s'annonce compliquée », *Le Monde*, 12 janvier 2013.
- * Lemaître, Frédéric. « Mali : le grand écart allemand », *Le Monde*, 14 janvier 2013.
- * Paris, Gilles. « La volonté française de "diriger de l'arrière" a été contrariée », *Le Monde*, 14 janvier 2013.
- * Chapuis, Nicolas. « Hollande et le Mali : quelques voix discordantes à droite et à gauche », *Le Monde*, 14 janvier 2013.
- * Chaigneau, Pascal. « Opération "Serval" : Empêchons la création d'un "Sahelistan" », *Le Monde*, 14 janvier 2013.
- * Rémy, Jean-Philippe. « Au Mali, Bamako salue l'intervention des troupes françaises », *Le Monde*, 14 janvier 2013.
- * Revault d'Allonnes, David. « Mali : un moment de vérité pour la présidence Hollande », *Le Monde*, 14 janvier 2013.
- * Bourgi, Albert. « Sortir le Mali du vide politique », *Le Monde*, 14 janvier 2013.

- * Rémy, Jean-Philippe. « Le pouvoir malien sauvé des putschistes par les militaires français », *Le Monde*, 14 janvier 2013.
- * Roucaute, Delphine. « Mali : l'opération "Serval" est-elle légale ? », *Le Monde*, 14 janvier 2013.
- * Rémy, Jean-Philippe. « La guerre d'évitement des djihadistes au Mali », *Le Monde*, 15 janvier 2013.
- * « Opération "Serval" : une communication succincte et verrouillée », *Le Monde*, 15 janvier 2013.
- * Sallon, Hélène. « "Il y avait un risque d'implosion du Mali" », *Le Monde*, 15 janvier 2013.
- * Béguin, François. « Quelles images montrer de la guerre au Mali ? », *Le Monde*, 16 janvier 2013.
- * Kepel, Gilles. « Opération "Serval" : Insoutenable solitude française au Mali », *Le Monde*, 17 janvier 2013.
- * Traoré, Boubacar S.. « "Les maliens ont cru à la fin de leur pays" », *Le Monde*, 17 janvier 2013.
- * Rémy, Jean-Philippe. « Mali : à Markala, l'armée française se prépare à l'affrontement », *Le Monde*, 18 janvier 2013.
- * Lemarié, Alexandre, et Revault d'Allonnes, David. « Intervention au Mali : la fin du consensus politique », *Le Monde*, 19 janvier 2013.
- * Béguin, François. « Le foulard à tête de mort est un dérapage dans le symbolique », *Le Monde*, 21 janvier 2013.

- * Nougayrède, Natalie. « La crise au Sahel marque le retour de la rhétorique antiterroriste », *Le Monde*, 22 janvier 2013.
- * Guibert, Nathalie. « Les états-majors des forces au sol au Mali sont à pied d'oeuvre », *Le Monde*, 24 janvier 2013.
- * Nougayrède, Natalie. « L'ombre de l'Afghanistan sur le Mali », *Le Monde*, 25 janvier 2013.
- * Rémy, Jean-Philippe. « Échos sur l'eau d'une guerre lointaine », *Le Monde*, 25 janvier 2013.
- * Rémy, Jean-Philippe. « Opération "Serval" : L'armée française prend le contrôle de Tombouctou », *Le Monde*, 28 janvier 2013.
- * Rémy, Jean-Philippe. « Soldats et djihadistes pris dans les sables au Nord du Mali », *Le Monde*, 31 janvier 2013.
- * Rémy, Jean-Philippe. « Jour de liesse à Tombouctou », *Le Monde*, 4 février 2013.
- * Guibert, Nathalie. « L'offensive au Mali vise désormais des groupes dispersés mais actifs », *Le Monde*, 7 février 2013.
- * Rémy, Jean-Philippe. « Mali : guerre invisible dans Kidal, coupée du monde », *Le Monde*, 28 février 2013.
- * « L'armée française, motus et bouche cousue sur les opérations au Mali », *Le Monde* avec l'*AFP* et *Reuters*, 2 mars 2013.
- * Rémy, Jean-Philippe. « Mali : "On a cassé le donjon d'AQMI" », *Le Monde*, 7 mars 2013.
- * Rémy, Jean-Philippe. « Dans l'adras de Tigharghar, les légionnaires français ratissent les caches d'AQMI », *Le Monde*, 11 mars 2013.

- * Geneste, Alexandra, et Guibert, Nathalie. « Mali : la France peut-elle partir ? », *Le Monde*, 29 mars 2013.
- * Guibert, Nathalie. « Transformer le succès militaire français en victoire politique à Bamako », *Le Monde*, 22 avril 2013.
- * Ourdan, Rémy. « Mali : du risque des interventions », *Le Monde*, 22 avril 2013.
- * Geneste, Alexandra. « Des centaines d'enfants soldats au Mali », *Le Monde*, 20 juin 2013.
- * Revault d'Allonnes, David. « Au Mali, François Hollande tire les leçons de l'intervention militaire française », *Le Monde*, 20 septembre 2013.
- * Guibert, Nathalie. « Les soldats français de Serval ont découvert les corps des deux journalistes », *Le Monde*, 2 novembre 2013.
- * Guibert, Nathalie. « Tuer l'hydre djihadiste au Mali », *Le Monde*, 4 novembre 2013.
- * Châtelot, Christophe, « L'insécurité dans la zone de Kidal ternit les relations entre le Mali et la France », *Le Monde*, 15 novembre 2013.
- * Guibert, Nathalie. « Les coulisses des guerres au Mali et en Centrafrique », *Le Monde*, 7 décembre 2013.
- * Bellanger, Elisa. « De "Serval" à "Barkhane" : la France renforce sa présence militaire en Afrique », *Le Monde*, 19 juillet 2014.
- * Châtelot, Christophe. « Le Tchad, pivot du dispositif militaire français au Sahel », *Le Monde*, 21 juillet 2014.
- * Guibert, Nathalie. « À Kidal, l'armée française est confrontée "aux limites de l'efficacité militaire" », *Le Monde*, 22 octobre 2014.

- * Guibert, Nathalie. « Barkhane : “le plus grand théâtre français depuis la seconde guerre mondiale” », *Le Monde*, 22 octobre 2014.
- * Bensimon, Cyril, Douce, Sophie, et Le Cam, Morgane. « Au Sahel, l’engrenage des conflits communautaires et le poison djihadiste », *Le Monde*, 14 juin 2019.
- * Bensimon, Cyril. « L’hypothèse Wagner fait monter la tension entre la France et le Mali », *Le Monde*, 27 septembre 2021.
- * Bensimon, Cyril, et Vincent, Élise. « Au Sahel, un convoi de l’armée française face à la colère populaire », *Le Monde*, 30 novembre 2021.
- * Bensimon, Cyril, et Le Cam, Morgane. « Les soldats français sont partis du nord du Mali, mais l’autorité de l’État n’est pas revenue », *Le Monde*, 15 décembre 2021.
- * Vincent, Élise, et Ricard, Philippe. « Quitter le Mali ou y rester, le dilemme de la France et des Européens face aux mercenaires russes de Wagner », *Le Monde*, 15 janvier 2022.
- * Bensimon, Cyril. « Entre la France et le Mali, une escalade sans issue », *Le Monde*, 19 janvier 2022.
- * Vincent, Élise. « Au Mali, mort d’un 53e soldat français dans un contexte d’incertitude politique et sécuritaire grandissante », *Le Monde*, 24 janvier 2022.
- * Le Cam, Morgane, et Vincent, Élise. « Mali : la force “Takuba” victime collatérale de la défiance de la junte envers la France », *Le Monde*, 26 janvier 2022.
- * Vincent, Élise. « Dans les arcanes de la lutte informationnelle en Afrique », *Le Monde*, 28 août 2022.
- * Bensimon, Cyril, Le Cam, Morgane, Ricard, Philippe, et Vincent, Élise. « Le Mali pousse vers la France vers la sotie », *Le Monde*, 1 février 2022.

- * Ricard, Philippe. « La France et ses partenaires européens envisagent un retrait militaire du Mali », *Le Monde*, 3 février 2022.
- * Bernard, Philippe. « Au Mali, l'erreur centrale de la France a consisté à prétendre favoriser le "retour" d'un État malien », *Le Monde*, 13 février 2022.
- * Bagayoko, Niagalé. « Niagalé Bagayoko : "Les marges de manœuvre de « Barkhane » pour se redéployer apparaissent aussi réduites que fragiles" », *Le Monde*, 16 février 2022.
- * Pérouse de Montclos, Marc-Antoine. « "Les revers de la France au Sahel ont mis en évidence son impuissance en Afrique" », *Le Monde*, 16 février 2022.
- * Bensimon, Cyril. « "Barkhane" : entre la France et le Mali, histoire d'une rupture », *Le Monde*, 17 février 2022.
- * Vincent, Élise, « "Barkhane", défaite d'une utopie politico-militaire », *Le Monde*, 18 février 2022.
- * Le Cam, Morgane. « "Ce camp est devenu un centre de torture" : au Mali, l'armée et Wagner accusés d'exactions sur des civils », *Le Monde*, 13 mars 2022.
- * Bensimon, Cyril. « Au Mali, RFI et France 24 privées d'antenne par le pouvoir », *Le Monde*, 18 mars 2022.
- * « L'inquiétante dérive russe du Mali », *Le Monde*, 24 mars 2022.
- * Bensimon, Cyril, et Le Cam, Morgane. « Mali : dans la guerre de l'information, l'armée française réplique et accuse le groupe Wagner », *Le Monde*, 23 avril 2022.
- * Le Cam, Morgane. « Le Mali considère désormais la présence des militaires français et européens sur son sol comme illégale », *Le Monde*, 3 mai 2022.
- * Douce, Sophie. « "Le retrait du Mali signe de facto la mort du G5 Sahel" », *Le Monde*, 17 mai 2022.

- * Bensimon, Cyril. « Le Mali enterre le G5 Sahel », *Le Monde*, 17 mai 2022.
- * Bensimon, Cyril, et Châtelot, Christophe. « Au Sahel, Paris échoue à contrer la propagande russe », *Le Monde*, 18 mai 2022.
- * Bensimon, Cyril. « L’Afrique de l’Ouest renonce aux sanctions économiques contre le Mali », *Le Monde*, 4 juillet 2022.
- * Bensimon, Cyril. « Au Mali, le cœur du pouvoir attaqué par des djihadistes », *Le Monde*, 22 juillet 2022.
- * Le Cam, Morgane. « Au Mali, la menace djihadiste se rapproche de Bamako », *Le Monde*, 4 août 2022.
- * Le Cam, Morgane. « Au Mali, le discret retrait des derniers soldats français de l’opération “Barkhane” », *Le Monde*, 16 août 2022.
- * Châtelot, Christophe, et Le Cam, Morgane. « La junte malienne accuse la France d’armer des groupes djihadistes, sans fournir de preuves », *Le Monde*, 18 août 2022.
- * Châtelot, Christophe, et Le Cam, Morgane. « La junte malienne accuse la France d’armer des groupes djihadistes, sans fournir de preuves », *Le Monde*, 18 août 2022.
- * Bensimon, Cyril. « Au Mali, l’armée et ses milices accusées de violences sexuelles et de pillages dans le centre du pays », *Le Monde*, 7 septembre 2022.
- * Bensimon, Cyril, et Châtelot, Christophe. « Comment la Russie avance ses pions en Afrique, du Mali au Burkina Faso », *Le Monde*, 4 octobre 2022.
- * Le Cam, Morgane. « Au Mali, les atteintes à la liberté de la presse se multiplient », *Le Monde*, 5 novembre 2022.

- * Vincent, Élise. « Fin officielle de l'opération militaire française « Barkhane » au Sahel, après presque dix ans d'existence », *Le Monde*, 9 novembre 2022.
- * Le Cam, Morgane. « Mali : la France suspend son aide au développement dans un contexte d'isolement croissant de Bamako », *Le Monde*, 17 novembre 2022.
- * Bensimon, Cyril. « “Au Sahel, les officiers réfléchissaient avec un logiciel issu de la colonisation” », *Le Monde*, 6 janvier 2023.
- * Tenenbaum, Elie. « “Pour les armées françaises en Afrique, pas d'influence sans présence” », *Le Monde*, 19 janvier 2023.
- * Clément-Bollée, Bruno. « “Fini, l'Afrique dominée, place à l'Afrique souveraine et son message : l'Afrique aux Africains !” », *Le Monde*, 26 janvier 2023.
- * Ancel, Guillaume. « “Il serait temps, à l'approche de la présidentielle, de s'interroger sur nos interventions militaires” », *Le Monde*, 3 février 2022.
- * Vincent, Élise, et Pietralunga, Cédric. « L'armée de terre tire les leçons de la guerre en Ukraine », *Le Monde*, 14 février 2023.
- * Le Cam, Morgane, et Bensimon Cyril. « Pour Olivier Dubois, la fin de deux ans de captivité au Sahel », *Le Monde*, 20 mars 2023.
- * Rémy, Jean-Philippe, et Zerrouky, Madjid. « Derrière l'enlèvement d'Olivier Dubois, le GSIM, un groupe djihadiste affilié à Al-Qaida », *Le Monde*, 6 mai 2021.
- * Douce, Sophie. « Le Sahel, une région de plus en plus difficile à couvrir pour les journalistes », *Le Monde*, 6 mai 2021.
- * Le Cam, Morgane. « Derrière l'enlèvement du journaliste Olivier Dubois au Mali, les manœuvres et les ratés des autorités françaises », *Le Monde*, 16 mai 2023.